

Second Session, Thirty-fifth Parliament,
45 Elizabeth II, 1996

Deuxième session, trente-cinquième législature,
45 Elizabeth II, 1996

STATUTES OF CANADA 1996

LOIS DU CANADA (1996)

CHAPTER 27

CHAPITRE 27

An Act to amend the Yukon Quartz Mining Act and the
Yukon Placer Mining Act

Loi modifiant la Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon
et la Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon

BILL C-6

ASSENTED TO 28th NOVEMBER, 1996

PROJET DE LOI C-6

SANCTIONNÉ LE 28 NOVEMBRE 1996

SUMMARY

This enactment establishes an environmental management regime for mining activities conducted on lands in the Yukon Territory under the *Yukon Quartz Mining Act* and the *Yukon Placer Mining Act*. It institutes a classification of levels of mining activity and a corresponding system of approvals by federal authorities.

Persons wishing to conduct any mining activity must determine under which classification level the activity falls, and must comply with the various requirements applicable to that level of activity. There are four classes of activity (which are detailed in the regulations), ranging in their effect from minor environmental disturbance to significant impact.

“Class I” activities require no approval, but must comply with prescribed operating conditions. “Class II” activities require prior notification to a federal authority. “Class III” activities require the advance submission and approval of a detailed operating plan. “Class IV” activities also require an operating plan and, in addition, require public notification and, in some cases, public consultation.

Hard-rock mines under the *Yukon Quartz Mining Act* must obtain a licence before going into production.

Security deposits may be required up to the amount of the estimated cost of mitigating the environmental disturbance.

The enactment provides for the amendment and transfer of operating plans and licences. It provides for inspection and enforcement by designated inspectors, and the imposition of fines for offences arising from non-compliance with the provisions of the Act, regulations, operating plans and licences.

SOMMAIRE

Le texte assujettit les activités minières menées sur le territoire du Yukon en application de la *Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon* ou de la *Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon* à un régime de gestion de l'environnement. Il crée une classification de ces activités selon leur niveau et établit un système d'approbation correspondant par les autorités fédérales.

Les personnes qui désirent se livrer à des activités minières doivent en déterminer le niveau et se conformer aux diverses exigences applicables. Il existe quatre niveaux d'activités (les règlements en donnent le détail) dont l'importance des effets sur l'environnement varie.

Les activités de « type I » ne nécessitent aucune approbation mais doivent se dérouler conformément aux conditions d'exploitation réglementaires. Les activités de « type II » doivent faire l'objet d'une notification préalable à une autorité fédérale. Les activités de « type III » ne peuvent avoir lieu qu'après la présentation et l'approbation d'un plan d'exploitation détaillé. Les activités de « type IV » requièrent quant à elles, en plus d'un plan d'exploitation, l'envoi d'un avis public et, dans certains cas, la tenue d'une consultation publique.

De plus, la mise en production des mines sous le régime de la *Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon* est assujettie à la délivrance d'un permis.

Il est aussi possible d'exiger le dépôt d'une garantie d'un montant égal au coût estimatif de la mitigation des dommages environnementaux.

Enfin, le texte autorise la modification et la cession des plans d'exploitation et des permis, confie à des inspecteurs des pouvoirs de visite et d'exécution et prévoit l'imposition d'amendes pour les infractions résultant de la violation de la loi, des règlements, des plans d'exploitation ou des permis.

45 ELIZABETH II

45 ELIZABETH II

CHAPTER 27

CHAPITRE 27

An Act to amend the Yukon Quartz Mining Act and the Yukon Placer Mining Act

Loi modifiant la Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon et la Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon

[Assented to 28th November, 1996]

[Sanctionnée le 28 novembre 1996]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. Y-4;
1991, cc. 2,
24; 1994, cc.
26, 43

YUKON QUARTZ MINING ACT

LOI SUR L'EXTRACTION DU QUARTZ DANS LE YUKON

L.R., ch. Y-4;
1991, ch. 2,
24; 1994, ch.
26, 43

1. The *Yukon Quartz Mining Act* is amended by adding the following after section 1:

1. La *Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon* est modifiée par adjonction, après l'article 1, de ce qui suit :

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

Définitions

1.1 The definitions in this section apply in this Act.

1.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

“Department”
« *ministère* »

“Department” means the Department of Indian Affairs and Northern Development.

« *minéral* » Tout gisement d'or, d'argent, de platine, d'iridium, ou de l'un des groupes de métaux platinifères, de mercure, de plomb, de cuivre, de fer, d'étain, de zinc, de nickel, d'aluminium, d'antimoine, d'arsenic, de barium, de bismuth, de bore, de bromure, de cadmium, de chrome, de cobalt, d'iode, de magnésium, de molybdène, de manganèse, de phosphore, de plumbagine, de potassium, de sodium, de strontium, de soufre, ou de tout alliage des éléments susmentionnés avec eux-mêmes ou avec d'autres éléments, de quartz, d'oxides et de silicates métalliques, et les minerais de radium, de tungstène, de titane et de zirconium, d'asbeste, d'émeri, de mica, de mordants minéraux, de corindon et de diamants. Ne sont pas considérés comme des minéraux le calcaire, le marbre, l'argile, le gypse, ou toute pierre de construction — lorsqu'ils sont abattus aux fins de construction —, la terre, la cendre, la marne, le gravier et le sable, de même que

« *minéral* »
“*mineral*”

“mineral”
« *minéral* »

“mineral” means all deposits of gold, silver, platinum, iridium or any of the platinum group of metals, mercury, lead, copper, iron, tin, zinc, nickel, aluminum, antimony, arsenic, barium, bismuth, boron, bromide, cadmium, chromium, cobalt, iodine, magnesium, molybdenum, manganese, phosphorus, plumbago, potassium, sodium, strontium, sulphur or any combination of those elements with themselves or with any other elements, quartz, metallic oxides and silicates, and the ores of radium, tungsten, titanium and zirconium, asbestos, emery, mica, mineral pigments, corundum and diamonds, but does not include limestone, marble, clay, gypsum or any building stone when mined for building purposes, earth, ash, marl, gravel, sand or any element that may, in the opinion of the Minister, form a

portion of the agricultural surface of the land.

“Minister”
« ministre »

“Minister” means the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

“Territory”
« Territoire »

“Territory” means the Yukon Territory.

tout élément qui peut, de l’avis du ministre, faire partie de la surface arable du sol.

« ministère » Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

« ministre » Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

« Territoire » Le territoire du Yukon.

« ministère »
“Department”

« ministre »
“Minister”

« Territoire »
“Territory”

PART I

DISPOSITION OF CROWN MINERAL RIGHTS

2. (1) The definitions “Department”, “mineral”, “Minister” and “Territory” in subsection 2(1) of the Act are repealed.

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(4) This Part shall be construed as being subject to Part II and the regulations made thereunder, to the extent that the provisions of Part II and of the regulations made thereunder apply in respect of the lands in question.

3. (1) Paragraph 54(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) do, or cause to be done, work on the claim to the value of one hundred dollars, in accordance with a schedule to be prepared by the Commissioner;

(2) Subsection 54(4) of the Act is repealed.

4. Section 55 of the Act is replaced by the following:

55. (1) The Minister may, where, owing to the market price of metals and other general conditions over which an owner of a mineral claim exercises no control, the margin of profit that might reasonably be derived from the efficient and economical operation of that claim has, in the opinion of the Minister, been practically eliminated, or for any other reason that to the Minister may appear to be sufficient, grant such relief with respect to the annual representation work or payment in lieu thereof as may be necessary under the circumstances, subject to subsection (3).

Part I is
subject to
Part II

Moratorium
on annual
representation
work

PARTIE I

CESSION DES DROITS MINIERES DE LA COURONNE

2. (1) Les définitions de « minéral », « ministère », « ministre » et « Territoire », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont abrogées.

(2) L’article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) La présente partie est assujettie à la partie II et à ses règlements dans la mesure où cette partie et ses règlements s’appliquent aux terres en question.

3. (1) L’alinéa 54(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) exécutera ou fera exécuter sur le claim même des travaux pour une valeur de cent dollars conformément à l’échelle que prépare le commissaire;

(2) Le paragraphe 54(4) de la même loi est abrogé.

4. L’article 55 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

55. (1) S’il estime qu’en raison du prix courant des métaux et d’autres conditions générales ne dépendant pas du propriétaire de claim minier la marge de profit qui pourrait être raisonnablement retirée de l’exploitation efficace et économique de ce claim a été presque éliminée, ou pour toute autre raison qui peut lui sembler suffisante, le ministre peut, sous réserve du paragraphe (3), accorder à l’égard des travaux obligatoires annuels ou du paiement prévu à leur place, l’aide qui peut être nécessaire dans les circonstances.

Assujettisse-
ment de la
partie I à la
partie II

Moratoire
relatif aux
travaux
obligatoires

Moratorium
on annual
representation
work

(2) If the mining recorder is satisfied, on written application by an owner of a mineral claim, that the owner will be or has been unable to do the annual representation work owing to a restriction or requirement imposed by Part II or by any other Act of Parliament or of the Territory, the mining recorder shall grant such relief with respect to the annual representation work or payment in lieu thereof as may be necessary under the circumstances, subject to subsection (4).

(2) S'il estime que le propriétaire d'un claim minier ne pourra pas ou n'a pas pu effectuer les travaux obligatoires annuels en raison des restrictions ou obligations prévues à la partie II ou à toute autre loi fédérale ou territoriale, le registraire minier doit, sur demande écrite du propriétaire du claim et sous réserve du paragraphe (4), accorder à l'égard de ces travaux ou du paiement prévu à leur place l'aide qui peut être nécessaire dans les circonstances.

Moratoire
relatif aux
travaux
obligatoires

Limitation

(3) Relief granted under subsection (1) is subject to any conflicting right acquired by another person under this Part before the relief was granted.

(3) L'octroi de l'aide prévue au paragraphe (1) est assujéti à tout droit incompatible acquis antérieurement par un tiers sous le régime de la présente partie.

Réserve

Limitation

(4) Relief granted under subsection (2) is subject to any conflicting right acquired by another person under this Part before the application for relief was filed with the mining recorder.

(4) L'octroi de l'aide prévue au paragraphe (2) est assujéti à tout droit incompatible acquis par un tiers sous le régime de la présente partie avant la présentation au registraire minier de la demande d'aide.

Réserve

5. (1) Subsection 100(4) of the Act is replaced by the following:

5. (1) Le paragraphe 100(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Profits
ascertained

(4) In order to ascertain and fix the annual profits of a mine, the gross receipts from the year's output of the mine, or in case the ore, mineral or mineral-bearing substance, or any part thereof, is not sold but is treated by or for the owner, holder, tenant, lessee, occupier or operator of the mine, on the premises or elsewhere, the actual market value of the output at the pit's mouth, or if there is no means of ascertaining the market value or if there is no established market price or value, its value as appraised by a person to be named by the Minister, shall be ascertained, taking into account any regulations made under subparagraph 153(p)(ii), and from the amount so ascertained the expenses, payments, allowances or deductions described in subsection (5) and provided for by any regulations made under subparagraph 153(p)(i), and no other, shall be deducted and made.

(4) Afin d'établir et de fixer les profits annuels, les recettes brutes de la production annuelle de la mine, ou si le minerai, le minéral ou la substance minérale, ou l'une de ses parties, n'est pas vendue, mais est traitée sur place ou ailleurs par le propriétaire, détenteur, locataire, tenancier, occupant ou exploitant de la mine ou pour lui, la réelle valeur marchande de la production à l'entrée de la mine, ou s'il n'existe aucun moyen d'établir la valeur marchande, ou si la valeur marchande ou le prix du marché n'est pas établi, sa valeur telle que prise par une personne désignée par le ministre, sont établies, compte tenu des règlements d'application du sous-alinéa 153p)(ii), et sur le montant ainsi établi ne sont prélevés ou effectués que les dépenses, allocations, paiements ou déductions visés au paragraphe (5) et prévus par les règlements d'application du sous-alinéa 153p)(i).

Constatation
des profits

(2) Subsection 100(7) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 100(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Based on preceding year

(7) For the purposes of this section, unless a contrary intention appears in this Part or in any regulations made under paragraph 153(p), the operations, business, matters and things carried on, occurring or existing during the preceding calendar year shall be taken as fixing, assessing and ascertaining the royalty payable thereunder, but the royalty payable is nevertheless deemed to be a royalty for the calendar year in which it is payable.

(7) Pour l'application du présent article, à moins que l'intention contraire n'apparaisse dans la présente partie ou les règlements d'application de l'alinéa 153p), les opérations, affaires, matières et choses exécutées, survenant ou existant au cours de l'année civile précédente, doivent être entendues comme fixant, cotisant et établissant la redevance payable sous son empire, mais la redevance payable est néanmoins censée être une redevance pour l'année civile pendant laquelle elle est payable.

Base de l'année précédente

1994, c. 43, s. 101

6. Section 109 of the Act and the heading before it are repealed.

6. L'article 109 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

1994, ch. 43, art. 101

7. Section 127 of the Act is replaced by the following:

7. L'article 127 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Application of section 126

127. Section 126 ceases to have any force or effect within a water management area on the establishment of such area by the Governor in Council pursuant to subparagraph 33(1)(a)(i) of the *Yukon Waters Act*.

127. L'article 126 cesse d'être en vigueur ou d'avoir effet dans une zone de gestion des eaux lors de l'établissement d'une telle zone par le gouverneur en conseil en conformité avec le sous-alinéa 33(1)a)(i) de la *Loi sur les eaux du Yukon*.

Application de l'article 126

8. The Act is amended by adding the following after section 132:

8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 132, de ce qui suit :

PART II

PARTIE II

LAND USE AND RECLAMATION

UTILISATION ET REMISE EN ÉTAT DES TERRES

Interpretation

Définitions et champ d'application

Definitions

133. (1) The definitions in this subsection apply in this Part.

133. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

“Chief”
« directeur »

“Chief” means the Chief of Mining Land Use designated under subsection 148(1).

« avis de type II » Avis écrit donné au directeur en vertu des alinéas 136(2)a) ou 137(1)a) relativement à un programme d'exploration de type II.

« avis de type II »
“Class II Notification”

“Class II Notification”
« avis de type II »

“Class II Notification” means a written notice of a planned Class II exploration program, given to the Chief under paragraph 136(2)(a) or 137(1)(a).

« développement » Construction d'installations ou d'ouvrages pour la production de minéraux. Est exclue de la présente définition la construction d'installations ou d'ouvrages dont le seul ou principal but est l'évaluation du terrain en vue de la production de minéraux.

« développement »
“development”

“development”
« développement »

“development” means the construction of a facility or work for the production of minerals, but excludes the construction of a facility or work for the sole or principal purpose of assessing land for its suitability for the production of minerals.

« directeur » Le directeur minier désigné en vertu du paragraphe 148(1).

« directeur »
“Chief”

“exploration program”
« programme d'exploration »

“exploration program” means any activity or group of activities undertaken for the sole or principal purpose of assessing land for its suitability for the production of minerals.

« exploitant » Personne qui exécute un programme d'exploration ou qui se livre au développement ou à la production.

« exploitant »
“operator”

"inspector" « inspecteur »	"inspector" means an inspector designated under subsection 148(1).	« inspecteur » Inspecteur désigné en vertu du paragraphe 148(1).	« inspecteur » "inspector"
"licence" « permis »	"licence" means a licence issued under section 139 authorizing development or production, or both, and requiring reclamation of the site of the development or production.	« permis » Permis, délivré en vertu de l'article 139, autorisant le développement ou la production, ou les deux, et prévoyant la remise en état des lieux.	« permis » "licence"
"operating plan" « plan d'exploitation »	"operating plan" means an operating plan required by subsection 136(3) or (4).	« plan d'exploitation » Plan d'exploitation visé aux paragraphes 136(3) ou (4).	« plan d'exploitation » "operating plan"
"operator" « exploitant »	"operator" means a person who engages in an exploration program, or in development or production.	« production » Extraction des minéraux ou leur traitement ultérieur effectués à des fins commerciales. Est exclu de la présente définition le programme d'exploration.	« production » "production"
"production" « production »	"production" means taking a mineral from the land, or treating a mineral that has been taken from the land, if done for commercial purposes, but excludes an exploration program.	« programme d'exploration » Activité ou groupe d'activités dont le seul ou principal but est l'évaluation du terrain en vue de la production de minéraux.	« programme d'exploration » "exploration program"
Application of Part	(2) This Part, any provision of this Part, the regulations made under section 153, and any provision of those regulations, apply in respect of lands or categories of lands, situated within the Territory, only to the extent that the regulations made under paragraph 153(a) so provide.	(2) La présente partie et les règlements d'application de l'article 153, ou telle des dispositions de cette partie ou de ces règlements, ne s'appliquent aux terres situées dans le Territoire, ou catégories de celles-ci, que dans la mesure prévue par les règlements d'application de l'alinéa 153a).	Application de la présente partie
Categories of lands	(3) Without limiting the generality of paragraph 153(a), regulations made under that paragraph may describe a category of lands by reference to activities taking place, or not taking place, on those lands, either generally or before, at or after a specified time.	(3) Sans que soit limitée la portée générale de l'alinéa 153a), les règlements pris en vertu de cet alinéa peuvent définir une catégorie de terres en fonction des activités qui y sont ou non exercées soit de façon générale, soit à une date ou à un moment donnés.	Catégories de terres
Other Acts, etc., to be complied with	(4) For greater certainty, nothing in this Part, the regulations made thereunder, an approved operating plan or a licence authorizes a person to contravene any other Act or any regulation or order made thereunder, except as provided in that other Act, regulation or order.	(4) Il demeure entendu que, sauf dans la mesure autorisée par une autre loi ou par les règlements, décrets ou arrêtés pris sous son régime, la présente partie, ses règlements, un plan d'exploitation ou un permis n'ont pas pour effet d'autoriser une personne à contrevenir à cette autre loi ou aux règlements, décrets ou arrêtés pris sous son régime.	Obligation de respecter d'autres exigences
Transfer of functions	(5) The Minister may, by written designation, transfer any function of the Minister or the Chief under this Part to any person or body named in the designation, subject to any terms and conditions specified in the designation, and a person or body so designated may perform that function in accordance with the designation.	(5) La personne ou l'organisme désigné par écrit par le ministre peut exercer les attributions que la présente partie confère au ministre ou au directeur, sous réserve des modalités précisées dans l'acte de transfert.	Transfert d'attributions

*Purpose of Part**Objet*

Purpose of Part

134. The purpose of this Part is to ensure the development and viability of a sustainable, competitive and healthy quartz mining industry that operates in a manner that upholds the essential socio-economic and environmental values of the Territory.

134. La présente partie a pour objet d'assurer le développement et la viabilité d'une industrie de l'extraction du quartz durable, concurrentielle et saine dont le fonctionnement respecte les valeurs socioéconomiques et environnementales fondamentales du Territoire.

Objet

*Exploration Programs**Programmes d'exploration*

Classes of exploration programs

135. (1) For the purposes of this Part, there are Class I exploration programs, Class II exploration programs, Class III exploration programs and Class IV exploration programs, in accordance with the criteria prescribed by the regulations made under paragraph 153(c).

135. (1) Pour l'application de la présente partie, les programmes d'exploration sont divisés, conformément aux critères prévus aux règlements d'application de l'alinéa 153c), en types I, II, III ou IV.

Types de programmes

Special case

(2) Notwithstanding the definitions "exploration program", "development" and "production" in subsection 133(1), a development or production activity that does not involve the disturbance of more than ten thousand tonnes in total of earth, soil and rock in any one year may

(2) Par dérogation aux définitions de « développement », « production » et « programme d'exploration » au paragraphe 133(1), toute activité de développement ou de production n'entraînant pas au total de déplacement de terre et de roc annuel supérieur à dix mille tonnes peut :

Cas particulier

(a) if it is to be done in combination with an exploration program, be approved as part of that exploration program, or

(b) if it is not to be done in combination with an exploration program, be approved as an exploration program,

a) dans le cas où elle doit être menée conjointement avec un programme d'exploration, être approuvée comme partie d'un programme de types III ou IV conformément aux règlements d'application de l'alinéa 153c);

b) dans le cas contraire, être elle-même approuvée comme programme de types III ou IV conformément à ces règlements.

such approval to be of or as a Class III or Class IV exploration program, in accordance with the regulations made under paragraph 153(c).

Class I

136. (1) No person shall engage in a Class I exploration program except in accordance with the operating conditions prescribed under paragraph 153(b).

136. (1) Quiconque exécute un programme d'exploration de type I doit se conformer aux conditions d'exploitation prévues aux règlements d'application de l'alinéa 153b).

Type I

Class II

(2) No person shall engage in a Class II exploration program except

(2) Quiconque exécute un programme d'exploration de type II doit, à la fois :

Type II

(a) after giving a Class II Notification to the Chief in accordance with the regulations made under paragraph 153(d);

(b) subject to section 137 and the regulations made under paragraph 153(e); and

(c) subject to any contrary provision in the Class II Notification, in accordance with the operating conditions prescribed under paragraph 153(b).

a) donner au préalable un avis de type II au directeur conformément aux règlements d'application de l'alinéa 153d);

b) se conformer à l'article 137 et aux règlements d'application de l'alinéa 153e);

c) se conformer, sous réserve de toute disposition contraire de l'avis de type II, aux conditions d'exploitation fixées en vertu de l'alinéa 153b).

Class III	<p>(3) No person shall engage in a Class III exploration program except</p> <p>(a) in accordance with an operating plan approved by the Chief on written application by that person; and</p> <p>(b) subject to any contrary provision in the operating plan, in accordance with the operating conditions prescribed under paragraph 153(b).</p>	<p>(3) Quiconque exécute un programme d'exploration de type III doit se conformer, à la fois :</p> <p>a) au plan d'exploitation approuvé par le directeur sur demande écrite de sa part;</p> <p>b) sous réserve de toute disposition contraire du plan d'exploitation, aux conditions d'exploitation fixées en vertu de l'alinéa 153b).</p>	Type III
Class IV	<p>(4) No person shall engage in a Class IV exploration program except</p> <p>(a) in accordance with an operating plan approved by the Chief, on written application by that person, after paragraphs (c) and (d) have been complied with;</p> <p>(b) subject to any contrary provision in the operating plan, in accordance with the operating conditions prescribed under paragraph 153(b);</p> <p>(c) after notifying the public of the planned exploration program, in the manner directed by the Chief; and</p> <p>(d) after a public consultation, if any, required by the Chief and held in accordance with the directions of the Chief.</p>	<p>(4) Quiconque exécute un programme d'exploration de type IV doit, à la fois :</p> <p>a) se conformer au plan d'exploitation approuvé par le directeur sur demande écrite de sa part et après observation des alinéas c) et d);</p> <p>b) se conformer, sous réserve de toute disposition contraire du plan d'exploitation, aux conditions d'exploitation fixées en vertu de l'alinéa 153b);</p> <p>c) en aviser le public au préalable, de la façon indiquée par le directeur;</p> <p>d) tenir au préalable la consultation publique éventuellement exigée par le directeur, conformément aux instructions de celui-ci.</p>	Type IV
Regulations	<p>(5) For the purposes of paragraphs (4)(c) and (d), the Chief shall act in accordance with any regulations made under paragraph 153(i).</p>	<p>(5) Pour l'application des alinéas (4)c) et d), le directeur se conforme aux règlements d'application de l'alinéa 153i).</p>	Règlements
Class II — Chief's powers	<p>137. (1) At any time after receiving a person's Class II Notification and before the time at which, by virtue of the regulations made under paragraph 153(e), the person would be entitled to commence to engage in the Class II exploration program, the Chief may</p> <p>(a) if of the opinion that the program as described in the Class II Notification would not result in the mitigation of any adverse environmental effect of the program, notify the person that the program may not commence until the Chief is satisfied, from an amended Class II Notification, that the program will result in the mitigation of the adverse environmental effect; and</p> <p>(b) if of the opinion that there are special public concerns respecting the lands af-</p>	<p>137. (1) Après réception de l'avis de type II mais avant la date à laquelle la personne qui l'a donné aurait le droit, aux termes des règlements d'application de l'alinéa 153e), de commencer le programme d'exploration de type II, le directeur peut :</p> <p>a) s'il estime que le programme décrit dans l'avis n'atténuera pas les effets environnementaux négatifs, notifier à la personne le fait que le programme ne peut commencer avant qu'il ne soit convaincu, d'après un avis de type II modifié, que le programme atténuera ces effets;</p> <p>b) s'il estime qu'il existe un intérêt particulier du public à l'égard des terres visées par le programme, notifier à la personne le fait que celui-ci sera considéré, pour l'application de la présente partie, comme un</p>	Type II — pouvoirs du directeur

	<p>fected by the program, notify the person that the program will be treated, for the purposes of this Part, as if it were a Class III or Class IV exploration program.</p>	<p>programme d'exploration de types III ou IV.</p>	
Chief to give reasons	<p>(2) A notification given to a person under subsection (1) must be in the form, and be given in the manner, prescribed by the regulations made under subparagraph 153(f)(i), and must set out the Chief's reasons for giving the notification.</p>	<p>(2) La notification du directeur est motivée. Elle est établie selon la formule et envoyée selon les modalités prévues par les règlements d'application du sous-alinéa 153f(i).</p>	Motifs
Effect of Chief's notification	<p>(3) A person who has been notified by the Chief under paragraph (1)(a) shall not commence the program in question until the Chief is satisfied, from an amended Class II Notification, that the program will result in the mitigation of the adverse environmental effect.</p>	<p>(3) La personne qui reçoit la notification prévue à l'alinéa (1)a) ne peut commencer le programme avant que le directeur ne soit convaincu, d'après un avis de type II modifié, que le programme atténuera les effets environnementaux négatifs.</p>	Effet de la notification
Effect of Chief's notification	<p>(4) Where the Chief notifies a person under paragraph (1)(b), then subsection 136(3) or (4), as the case may be, applies in respect of the program in question.</p>	<p>(4) Les paragraphes 136(3) ou (4), selon le cas, s'appliquent au programme lorsque le directeur envoie la notification prévue à l'alinéa (1)b).</p>	Effet de la notification
Certificate of Completion	<p>138. (1) In the case of a Class II exploration program in respect of which security was required, where the Chief is satisfied that the program has been terminated and that the operator has complied with all provisions of the Class II Notification and of this Part and the regulations made thereunder, the Chief shall, on written application by the operator, issue to the operator a Certificate of Completion to that effect, in the prescribed form.</p>	<p>138. (1) S'il estime qu'un programme de type II pour lequel une garantie a été exigée est terminé et que l'exploitant s'est conformé à toutes les dispositions de l'avis de type II, de la présente partie et de ses règlements, le directeur, sur demande écrite de l'exploitant, lui délivre, en la forme réglementaire, une attestation d'achèvement du programme.</p>	Attestation d'achèvement du programme
Certificate of Completion	<p>(2) In the case of a Class III or Class IV exploration program, where the Chief is satisfied that the program has been terminated and that the holder of the approved operating plan has complied with all provisions of the plan and of this Part and the regulations made thereunder, the Chief shall, on written application by the holder, issue to the holder a Certificate of Completion to that effect, in the prescribed form.</p>	<p>(2) S'il estime qu'un programme de types III ou IV est terminé et que le titulaire du plan d'exploitation s'est conformé à toutes les dispositions de celui-ci, de la présente partie et de ses règlements, le directeur, sur demande écrite du titulaire, lui délivre, en la forme réglementaire, une attestation d'achèvement du programme.</p>	Attestation d'achèvement du programme
Effect of Certificate of Completion	<p>(3) A document purporting to be a Certificate of Completion is admissible in evidence in any court without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it, and is, unless the contrary is shown, proof of the matters asserted in it.</p>	<p>(3) Le document présenté comme attestation d'achèvement du programme est admissible en preuve devant tout tribunal, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, l'attestation fait preuve de son contenu.</p>	Effet de l'attestation

*Development and Production**Développement et production*

Licence required

139. (1) No person shall engage in development or production otherwise than in accordance with a licence, except as permitted by subsection 135(2) or section 140.

139. (1) Sauf dans la mesure autorisée par le paragraphe 135(2) ou l'article 140, quiconque se livre au développement ou à la production doit se conformer à un permis.

Permis obligatoire

Minister may issue licences

(2) Subject to this Part and the regulations made thereunder, the Minister may issue a licence to a person who makes written application therefor.

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et de ses règlements, le ministre peut délivrer un permis à la personne qui lui en fait la demande par écrit.

Délivrance des permis

Public notification

(3) If any regulations made under paragraph 153(h) are applicable, the Minister may not issue a licence until the applicant has notified the public, in the manner directed by the Minister, of the activities that the licence would authorize.

(3) En cas d'application de règlements pris sous le régime de l'alinéa 153(h), le ministre ne peut délivrer de permis qu'après la notification au public par le demandeur, de la façon indiquée par le ministre, des activités qu'autoriserait le permis.

Notification au public

Minister may require public consultation

(4) The Minister may require that a public consultation be held in connection with an application for a licence, and in that case the Minister may not issue the licence until the public consultation has been held in accordance with the Minister's directions.

(4) Le ministre peut exiger la tenue d'une consultation publique relativement à la demande de permis; il ne peut alors délivrer le permis qu'après la tenue de la consultation publique, en conformité avec ses instructions.

Consultation publique à la demande du ministre

Regulations

(5) For the purposes of subsections (3) and (4), the Minister shall act in accordance with any regulations made under paragraph 153(h) or (i), respectively.

(5) Pour l'application des paragraphes (3) et (4), le ministre se conforme aux règlements d'application des alinéas 153(h) ou i), respectivement.

Règlements

Conditions of licence

(6) Subject to this Part and the regulations made thereunder, the Minister may include in a licence any conditions related to this Part that the Minister considers appropriate, including conditions requiring reclamation of the site during and after development and production.

(6) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et de ses règlements, le ministre peut assortir le permis des conditions relatives à la présente partie qu'il juge indiquées, y compris des conditions exigeant la remise en état des lieux pendant et après le développement et la production.

Conditions du permis

Special case

140. A person who is engaged in a Class III or Class IV exploration program in accordance with an approved operating plan may, despite having decided to engage in development, continue, while the plan is in effect, to engage in the activities authorized by the plan or any amendment thereto, without having a licence, until a licence is issued.

140. La personne qui exécute un programme d'exploration de types III ou IV conformément à un plan d'exploitation peut, même si elle a décidé de se livrer au développement, continuer de mener sans permis les activités autorisées par le plan, original ou modifié, pendant la durée de validité de celui-ci jusqu'à la délivrance du permis.

Cas spécial

Certificate of Closure

141. (1) Where the Minister is satisfied that a development or production activity has been terminated and that the licensee has complied with all provisions of the licence and of this Part and the regulations made thereunder, the Minister shall, on written application by the licensee, issue to the licensee a Certificate of Closure to that effect, in prescribed form.

141. (1) S'il estime qu'une activité de développement ou de production est terminée et que le titulaire du permis s'est conformé à toutes les dispositions de celui-ci, de la présente partie et de ses règlements, le ministre, sur demande écrite du titulaire, lui délivre, en la forme réglementaire, une attestation de fermeture.

Attestation de fermeture

Effect of
Certificate of
Closure

(2) A document purporting to be a Certificate of Closure is admissible in evidence in any court without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it, and is, unless the contrary is shown, proof of the matters asserted in it.

(2) Le document présenté comme attestation de fermeture est admissible en preuve devant tout tribunal, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, l'attestation fait preuve de son contenu.

Effet de
l'attestation

Applications

142. An application for

- (a) approval of an operating plan,
- (b) a licence,
- (c) assignment of an approved operating plan or of a licence, or
- (d) a Certificate of Completion or a Certificate of Closure

must be in accordance with the regulations made under paragraph 153(d) and must be accompanied by any applicable fee that is required by virtue of regulations made under paragraph 153(m).

Form and
content of
applications

Forme et
teneur des
demandes

Demandes

142. La demande d'approbation d'un plan d'exploitation, de permis, de cession d'un plan d'exploitation ou d'un permis, d'attestation d'achèvement du programme ou d'attestation de fermeture est présentée conformément aux règlements d'application de l'alinéa 153d) et accompagnée du montant des droits applicables en vertu des règlements d'application de l'alinéa 153m).

Security

143. (1) Where there is a risk of significant adverse environmental effect from a planned Class II, Class III or Class IV exploration program or from planned development or production,

- (a) the person giving the Class II Notification may be required by the Chief,
- (b) the applicant for approval of an operating plan, the holder of an approved operating plan, or the prospective assignee of an approved operating plan, may be required by the Chief, or
- (c) the applicant for a licence, the licensee, or the prospective assignee of a licence, may be required by the Minister

to furnish and maintain security with the Minister, in an amount specified in, or determined in accordance with, the regulations made under paragraph 153(n) and in a form prescribed by or pursuant to those regulations or a form satisfactory to the Minister.

Security may
be required

Garantie

143. (1) Si un projet de programme d'exploration de types II, III ou IV risque d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, le directeur peut exiger soit de la personne qui a donné l'avis de type II, soit de l'auteur d'une demande d'approbation du plan d'exploitation, soit du titulaire d'un tel plan ou de son éventuel cessionnaire qu'ils fournissent au ministre une garantie et la maintiennent en permanence au même montant, pour le montant prévu par les règlements d'application de l'alinéa 153n) ou déterminé en conformité avec ceux-ci et en la forme prévue par ces règlements ou que le ministre juge acceptable. Si un projet de développement ou de production risque d'entraîner de tels effets, le ministre peut exiger de même de l'auteur d'une demande de permis, du titulaire d'un permis ou de son éventuel cessionnaire.

Demande de
garantie

Past performance	<p>(2) In assessing, under subsection (1), whether there is a risk of significant adverse environmental effect, the past performance of the person giving the Notification, the applicant, holder, licensee or prospective assignee, as the case may be, may be considered.</p>	<p>(2) Il peut être tenu compte, pour déterminer s'il y a un risque d'effets environnementaux négatifs importants aux termes du paragraphe (1), des activités antérieures des personnes visées à ce paragraphe.</p>	Activités antérieures
How security may be applied	<p>(3) Security furnished under subsection (1) may be applied by the Minister to reimburse Her Majesty, either fully or partially, for reasonable costs incurred by Her Majesty pursuant to subsection 150(7) or 151(1), subject to subsection (4).</p>	<p>(3) Le ministre peut utiliser la garantie pour rembourser, en tout ou en partie, à Sa Majesté les frais qu'entraîne l'application du paragraphe 150(7) ou, sous réserve du paragraphe (4), du paragraphe 151(1).</p>	Utilisation de la garantie
Limitation	<p>(4) Subsection (3) applies in respect of costs incurred pursuant to subsection 151(1) only to the extent that the incurring of those costs was based on subparagraph 151(1)(b)(i).</p>	<p>(4) Dans le cas des frais engagés au titre du paragraphe 151(1), le paragraphe (3) ne s'applique qu'à ceux qui découlent de l'application du sous-alinéa 151(1)(b)(i).</p>	Exception
Limitation	<p>(5) The amount of security that the Minister may apply pursuant to subsection (3) in respect of any particular incident or matter may not exceed in the aggregate the amount of the security referred to in subsection (1).</p>	<p>(5) Le ministre ne peut utiliser, au titre du paragraphe (3) et pour quelque motif que ce soit, un montant qui excède celui de la garantie.</p>	Exception
Return of security	<p>(6) Where</p> <p>(a) a Certificate of Completion or a Certificate of Closure has been issued, or</p> <p>(b) an approved operating plan or a licence has been assigned,</p> <p>any portion of the security that, in the Minister's opinion, will not be required under subsection (3) shall forthwith be returned to the certificate holder (where paragraph (a) applies) or the assignor (where paragraph (b) applies).</p>	<p>(6) La partie de la garantie qui, selon le ministre, n'est pas nécessaire pour l'application du paragraphe (3) est remise sans délai :</p> <p>a) en cas de délivrance d'une attestation d'achèvement du programme ou de fermeture, au titulaire de celle-ci;</p> <p>b) en cas de cession d'un plan d'exploitation ou d'un permis, au cédant.</p>	Remise de la garantie
Minor amendments to program	<p style="text-align: center;"><i>Inspector's Power to Amend Class II Exploration Programs</i></p> <p>144. Where an operator of a Class II exploration program requests an inspector, orally or in writing, to amend the terms of the program in a minor way, and the inspector is satisfied that the requested amendment poses no risk of significant adverse environmental effect, the inspector may issue a variation notice amending the terms of the program as set out in the Class II Notification.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Modification par l'inspecteur des programmes d'exploration de type II</i></p> <p>144. Si l'exploitant d'un programme d'exploration de type II lui demande, oralement ou par écrit, d'apporter une modification mineure aux conditions du programme et qu'il estime que celle-ci ne risque pas d'entraîner d'effets environnementaux négatifs importants, l'inspecteur peut, par avis, modifier les conditions du programme mentionnées dans l'avis de type II.</p>	Modification mineure au programme

Amendment and Renewal of Operating Plans and Licences

Amendment or renewal of operating plan

145. (1) The Chief may, on written application by the holder of an approved operating plan, approve an amendment to, or renewal of, that plan.

Amendment or renewal of licence

(2) The Minister may, on written application by a licensee,

(a) amend the licensee's licence; or

(b) renew the licensee's licence, either with or without changes to the conditions of the licence.

Application of certain provisions

(3) Sections 136, 139, 142 and 143 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an amendment to, or renewal of, an approved operating plan or a licence pursuant to this section.

Minor amendments to plan or licence

146. Where an operator of a Class III or Class IV exploration program, or a licensee, requests an inspector, orally or in writing, to amend in a minor way the operating plan or the licence, as the case may be, and the inspector is satisfied that the requested amendment poses no risk of significant adverse environmental effect, the inspector may issue a variation notice amending the operating plan or licence.

Assignment

Assignment of approved operating plan

147. (1) The Chief shall, on written application by the holder of an approved operating plan, authorize the assignment of that plan if

(a) the prospective assignee

(i) undertakes in writing to comply with the plan, and

(ii) furnishes any security that is required from the prospective assignee pursuant to section 143; and

(b) the Chief is satisfied that the assignment would not be likely to result in a contravention of any condition of the plan or of any provision of this Part or the regulations.

Assignment of licence

(2) The Minister shall, on written application by a licensee, authorize the assignment of the licensee's licence if

(a) the prospective assignee

Modification et renouvellement des plans d'exploitation et des permis

145. (1) Le directeur peut, sur demande écrite du titulaire, approuver la modification ou le renouvellement d'un plan d'exploitation.

(2) Le ministre peut, sur demande écrite du titulaire, modifier un permis ou le renouveler avec ou sans modification de ses conditions.

(3) Les articles 136, 139, 142 et 143 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la modification ou au renouvellement d'un plan d'exploitation ou d'un permis prévus au présent article.

146. Si l'exploitant d'un programme d'exploration de types III ou IV ou le titulaire d'un permis lui demande, oralement ou par écrit, d'apporter une modification mineure au programme ou au permis, selon le cas, et qu'il estime que celle-ci ne risque pas d'entraîner d'effets environnementaux négatifs importants, l'inspecteur peut, par avis, modifier le programme ou le permis.

Cession

147. (1) Le directeur, sur demande écrite du titulaire, autorise la cession d'un plan d'exploitation si :

a) d'une part, l'éventuel cessionnaire s'engage par écrit à se conformer au plan et fournit la garantie exigée conformément à l'article 143;

b) d'autre part, il estime que la cession n'entraînera vraisemblablement pas de contravention à une condition du plan ou à une disposition de la présente partie ou de ses règlements.

(2) Le ministre, sur demande écrite du titulaire, autorise la cession d'un permis si :

a) d'une part, l'éventuel cessionnaire s'engage par écrit à se conformer au permis et fournit la garantie exigée conformément à l'article 143;

Modification ou renouvellement d'un plan d'exploitation

Modification ou renouvellement du permis

Application de certaines dispositions

Modification mineure du plan ou permis

Cession du plan d'exploitation

Cession du permis

(i) undertakes in writing to comply with the licence, and

(ii) furnishes any security that is required from the prospective assignee pursuant to section 143; and

(b) the Minister is satisfied that the assignment would not be likely to result in a contravention of any condition of the licence or of any provision of this Part or the regulations.

(3) Except as provided in this section, an approved operating plan or a licence is not assignable.

Plan, licence not otherwise assignable

b) d'autre part, il estime que la cession n'entraînera vraisemblablement pas de contravention à une condition du permis ou à une disposition de la présente partie ou de ses règlements.

(3) Sauf dans la mesure prévue par le présent article, le plan d'exploitation et le permis sont inassignables.

Inassignabilité

Inspection and Enforcement

Inspectors and Chief

148. (1) The Minister may designate as an inspector, or as the Chief of Mining Land Use, for the purposes of this Part, any person that the Minister considers qualified.

(2) The Minister shall furnish every inspector with a certificate of designation as an inspector, and on entering any place an inspector shall, if so requested, produce the certificate to the person in charge thereof.

Certificate to be produced

Powers of inspectors

149. (1) Subject to this section, an inspector may at any reasonable time, for the purpose of ensuring compliance with this Part,

(a) enter any place in which the inspector believes on reasonable grounds that an activity to which this Part applies is being, or has been, carried out; and

(b) conduct such inspections as the inspector deems necessary, including examining books, records or documents and making copies thereof or taking extracts therefrom, taking samples of minerals or other substances, conducting tests and taking measurements.

Exception

(2) No inspector may enter, without the consent of the occupant, any place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary dwelling place.

Inspector to announce arrival

(3) Before exercising powers under paragraph (1)(b), an inspector shall make reasonable efforts to ascertain whether anyone responsible for the place entered is present and, if so, the inspector shall announce the inspector's arrival to that person.

Inspection et contrôle d'application

148. (1) Le ministre peut désigner toute personne qualifiée à titre d'inspecteur ou au poste de directeur minier pour l'application de la présente partie.

(2) Le ministre remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité, que celui-ci présente, sur demande, au responsable du lieu qu'il visite.

Inspecteurs et directeur

Production du certificat

149. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, dans le but de faire observer la présente partie, l'inspecteur peut, à toute heure convenable :

a) pénétrer dans tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire qu'une activité assujettie à la présente partie est en cours ou a eu lieu;

b) procéder à toute inspection qu'il estime nécessaire, notamment examiner et reproduire tout livre ou autre document, prendre des échantillons de minéraux ou d'autres substances, effectuer des essais et prendre des mesures.

Pouvoirs d'inspection de l'inspecteur

(2) Il est interdit à l'inspecteur de pénétrer sans le consentement de l'occupant dans un lieu conçu et utilisé de façon temporaire ou permanente comme local d'habitation.

Local d'habitation

(3) L'inspecteur doit, avant d'exercer les pouvoirs prévus à l'alinéa (1)b), s'efforcer de déterminer si un responsable est présent sur les lieux et, le cas échéant, l'informer de son arrivée.

Présence de l'inspecteur

Assistance to
inspectors

(4) The person in charge of any place referred to in this section, and every person found therein, shall give an inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out the inspector's duties under this Part, and shall furnish the inspector with such information with respect to the administration of this Part as the inspector may reasonably request.

(4) Le responsable du lieu visité, ainsi que quiconque s'y trouve, est tenu de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'application de la présente partie.

Assistance à
l'inspecteurDirections by
inspector

150. (1) Where an inspector believes on reasonable grounds that an operator

(a) has contravened, or may be about to contravene, this Part, or

(b) has or is engaged in an activity that is resulting in, or may result in, unnecessary danger to persons, property or the environment,

the inspector may direct the operator in writing to take such reasonable measures as the inspector may specify, including the cessation of an activity, to prevent the contravention or the unnecessary danger or their continuation or repetition.

150. (1) L'inspecteur peut ordonner par écrit la prise des mesures qu'il juge raisonnable d'imposer, notamment la cessation de toute activité, pour empêcher la contravention ou supprimer le danger inutile ou en empêcher la continuation ou la répétition, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un exploitant :

a) soit a contrevenu ou est sur le point de contrevenir à la présente partie;

b) soit s'est livré ou se livre une activité qui présente ou peut présenter un danger inutile pour les personnes, les biens ou l'environnement.

Instructions
de
l'inspecteurWhere
direction may
be posted

(2) Where an inspector is unable to give a direction to the operator after making reasonable efforts to do so, the inspector may post the direction in a conspicuous place on the operator's premises, whereupon the direction is deemed to have been given to the operator.

(2) S'il est incapable de donner ses instructions à l'exploitant, en dépit d'efforts sérieux en ce sens, l'inspecteur peut les afficher sur les lieux en un endroit bien en vue; l'exploitant est alors réputé les avoir reçues.

Affichage des
instructionsReview of
inspector's
direction by
Chief

(3) Where an inspector gives a direction to a person under this section, the Chief

(a) if so requested by the person at any time, shall forthwith review the direction and shall, after completion of that review, confirm, alter or revoke the direction; or

(b) may, at any time, on the Chief's own initiative, review the direction and shall, after completion of any such review, confirm, alter or revoke the direction.

(3) Le directeur peut en tout temps, de sa propre initiative, réviser la décision de l'inspecteur et la personne qui a reçu les instructions peut, en tout temps, le lui demander, auquel cas le directeur procède sans délai à la révision; à l'issue de celle-ci, il confirme, modifie ou révoque la décision.

Révision par
le directeurReview of
Chief's
decision by
Minister

(4) Where the person referred to in subsection (3) requests the Minister to review a decision of the Chief made under that subsection, the Minister

(a) shall, if the request is made within ninety days after the person was notified of the Chief's decision, forthwith review the decision;

(4) Le ministre :

a) révisé sans délai la décision prise par le directeur en vertu du paragraphe (3) si la demande lui en est faite par l'intéressé dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date à laquelle celui-ci a été avisé de la décision;

Révision par
le ministre

	<p>(b) may, if the request is made after the ninety day period mentioned in paragraph (a), review the decision; and</p> <p>(c) shall, after completion of a review referred to in paragraph (a) or (b), confirm or alter the decision or substitute a new decision therefor.</p>	<p>b) peut réviser la décision si la demande lui en est faite après l'expiration du délai prévu à l'alinéa a);</p> <p>c) après la révision prévue aux alinéas a) ou b), confirme ou modifie la décision ou lui en substitue une nouvelle.</p>	
Revocation of certain directions	<p>(5) An inspector, on being satisfied that the situation that led to giving a direction to cease an activity no longer exists, shall forthwith revoke that direction.</p>	<p>(5) L'inspecteur révoque sans délai sa décision d'ordonner la cessation des activités s'il estime que les circonstances qui y ont donné lieu n'existent plus.</p>	Révocation de certaines décisions
Direction to be complied with	<p>(6) A person to whom a direction is given under this section shall comply with the direction.</p>	<p>(6) La personne qui reçoit des instructions conformément au présent article doit s'y conformer.</p>	Obligation de se conformer aux instructions
Inspector may take measures	<p>(7) Where a person to whom a direction is given under this section does not comply with the direction, an inspector may, with the consent of the Chief, take the measures set out in the direction and may, for that purpose, enter any place, subject to subsection 149(2).</p>	<p>(7) Si la personne ne se conforme pas aux instructions, l'inspecteur peut lui-même, avec le consentement du directeur, prendre les mesures qui y sont visées et pénétrer à cette fin dans tout lieu, sous réserve du paragraphe 149(2).</p>	Mesures prises par l'inspecteur
Recovery of Her Majesty's costs	<p>(8) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty pursuant to subsection (7) that is not recoverable from the security referred to in section 143</p> <p>(a) because of the non-existence or inadequacy of that security,</p> <p>(b) because all or a portion of that security has been returned pursuant to subsection 143(6), or</p> <p>(c) for any other reason</p> <p>may be recovered from the person to whom the direction under this section was given, as a debt due to Her Majesty.</p>	<p>(8) Les frais engagés par Sa Majesté au titre du paragraphe (7) constituent une créance de celle-ci dont le recouvrement peut être poursuivi contre le destinataire des instructions faute de pouvoir être recouverts sur la garantie visée à l'article 143 pour l'un des motifs suivants :</p> <p>a) il n'existe pas de garantie ou elle est insuffisante;</p> <p>b) la garantie a été remise, en tout ou en partie, aux termes du paragraphe 143(6);</p> <p>c) tout autre motif.</p>	Recouvrement des frais
Termination or abandonment	<p>151. (1) Where an inspector believes, on reasonable grounds, that</p> <p>(a) a person has terminated, temporarily or permanently, or has abandoned an exploration program, development or production, and</p> <p>(b) either</p> <p>(i) the person has contravened a condition of an approved operating plan or of a licence, or any provision of this Part or the regulations, whether or not the condition or provision relates to termination or abandonment, or</p>	<p>151. (1) L'inspecteur, après avoir déployé des efforts sérieux pour communiquer avec la personne visée, peut prendre les mesures nécessaires pour empêcher, neutraliser, diminuer ou réparer tout effet négatif sur les personnes, les biens ou l'environnement et, à cette fin, sous réserve du paragraphe 149(2), pénétrer en tout lieu, s'il a des motifs raisonnables de croire :</p> <p>a) d'une part, que la personne a mis fin, de façon temporaire ou permanente, au programme d'exploration, au développement ou à la production ou les a abandonnés;</p> <p>b) d'autre part, que, selon le cas :</p>	Fermeture ou abandon

(ii) a danger to persons, property or the environment may result from the past exploration program, development or production or from its termination or abandonment,

the inspector may, after making reasonable efforts to contact the person, take any reasonable measures to prevent, counteract, mitigate or remedy any resulting adverse effect on persons, property or the environment, and for that purpose may enter any place, subject to subsection 149(2).

Recovery of
Her Majesty's
costs

(2) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty pursuant to subsection (1) that is not recoverable from the security referred to in section 143

(a) because of the non-existence or inadequacy of that security,

(b) because all or a portion of that security has been returned pursuant to subsection 143(6), or

(c) for any other reason

may be recovered from the person referred to in subsection (1) as a debt due to Her Majesty, to the extent that the incurring of those costs was based on subparagraph (1)(b)(i).

Obstruction

152. (1) No person shall wilfully obstruct or otherwise interfere with an inspector or the Chief when the inspector or Chief is engaged in carrying out functions under this Part.

False
statements

(2) No person shall knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing, to an inspector or the Chief when the inspector or Chief is engaged in carrying out functions under this Part.

Regulations

Regulations

153. The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing lands and categories of lands in respect of which this Part, any provision of this Part, the regulations, or any provision of the regulations, applies;

(b) prescribing operating conditions applicable to Class I, II, III or IV exploration programs or to any activity or group of activities included in any such program;

(i) la personne a contrevenu à une condition du plan d'exploitation ou du permis ou à une disposition de la présente partie ou de ses règlements, que la condition ou la disposition ait trait ou non à la fin ou à l'abandon des travaux,

(ii) le programme d'exploration, le développement ou la production antérieurs ou la fin ou l'abandon des travaux risquent d'entraîner un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.

Recouvrement
des frais

(2) Les frais engagés par Sa Majesté au titre du paragraphe (1) constituent une créance de celle-ci dont le recouvrement peut être poursuivi contre la personne visée au sous-alinéa (1)b(i) faute de ne pouvoir être recouverts sur la garantie visée à l'article 143 pour l'un des motifs suivants :

a) il n'existe pas de garantie ou elle est insuffisante;

b) la garantie a été remise, en tout ou en partie, aux termes du paragraphe 143(6);

c) tout autre motif.

Entrave

152. (1) Il est interdit d'entraver volontairement l'action de l'inspecteur ou du directeur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente partie.

Fausse
déclarations

(2) Il est interdit de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à l'inspecteur ou au directeur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente partie.

Règlements

Règlements

153. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) déterminer les terres, ou catégories de terres, auxquelles tout ou partie de la présente partie ou des règlements s'applique;

b) prévoir les conditions d'exploitation applicables aux programmes d'exploration de types I, II, III ou IV ou à toute activité ou tout groupe d'activités en faisant partie;

- (c) prescribing the criteria that determine
- (i) whether an exploration program is a Class I, II, III or IV exploration program, and
 - (ii) whether an approval given under subsection 135(2) is to be of or as a Class III or Class IV exploration program;
- (d) prescribing the form of the Class II Notification and of applications referred to in section 142, the information to be submitted in connection with a Class II Notification or such application, and the form in which any of that information is to be submitted;
- (e) respecting the minimum time interval between giving a Class II Notification and commencing to engage in the Class II exploration program;
- (f) for the purposes of section 137,
- (i) prescribing the form of, and the manner in which the Chief must give, the notification under that section, and
 - (ii) prescribing the circumstances in which that notification is deemed to have been received by the person in question;
- (g) prescribing forms, in addition to any forms prescribed under paragraph (d);
- (h) for the purposes of subsection 139(3), and for the purposes of that subsection in its application, pursuant to subsection 145(3), to amendments and renewals, respecting
- (i) the circumstances in which an applicant must notify the public of the activities that the licence would authorize, and
 - (ii) the manner of that notification;
- (i) for the purposes of subsection 136(5) or 139(5), and for the purposes of those subsections in their application, pursuant to subsection 145(3), to amendments and renewals, respecting
- (i) the manner of notifying the public of a planned exploration program,
 - (ii) the circumstances in which a public consultation is, or is not, required,
- c) prévoir les critères :
- (i) de classification des programmes d'exploration en types I, II, III ou IV,
 - (ii) d'approbation au titre du paragraphe 135(2) d'un programme d'exploration de types III ou IV;
- d) établir les formules des avis de type II et des demandes visées à l'article 142, déterminer les renseignements à fournir à l'appui de ces avis et demandes et fixer la forme de leur présentation;
- e) régir le délai minimal d'envoi des avis de type II;
- f) pour l'application de l'article 137 :
- (i) établir la formule et prévoir les modalités d'envoi de la notification prévue à cet article,
 - (ii) prévoir les circonstances dans lesquelles le destinataire de la notification est réputé l'avoir reçue;
- g) établir les formules à utiliser, en plus de celles visées à l'alinéa d);
- h) pour l'application du paragraphe 139(3), notamment en ce qui a trait à son application, conformément au paragraphe 145(3), aux modifications et renouvellements, déterminer :
- (i) les circonstances dans lesquelles est exigée la notification au public des activités qu'autoriserait le permis,
 - (ii) les modalités de notification;
- i) pour l'application des paragraphes 136(5) et 139(5), notamment en ce qui a trait à leur application, conformément au paragraphe 145(3), aux modifications et renouvellements, régir :
- (i) la façon de notifier au public un projet de programme d'exploration,
 - (ii) les circonstances dans lesquelles est exigée la tenue d'une consultation publique,
 - (iii) la façon de notifier au public la tenue de la consultation publique,
 - (iv) les modalités de la tenue de la consultation publique,

- (iii) the manner of notifying the public about a public consultation,
 - (iv) the manner in which a public consultation shall be held, and
 - (v) the person or persons who shall conduct a public consultation;
- (j) prescribing conditions, including duration or maximum duration, of operating plans and licences, including conditions requiring reclamation of the site;
- (k) respecting
- (i) the exercise by the Chief of the power to approve operating plans, amendments thereto and renewals thereof, and
 - (ii) the exercise by the Minister of the power to issue, amend and renew licences;
- (l) respecting the procedure and the time limits to be observed in respect of the approval of operating plans and the issue of licences, amendments thereto and renewals thereof, the review of inspectors' directions under subsection 150(3) and of the Chief's decisions under subsection 150(4), and the issue of Certificates of Completion under subsections 138(1) and (2) and of Certificates of Closure under subsection 141(1);
- (m) prescribing fees to be paid for making any application, or for requesting a review mentioned in subsection 150(3) or (4), and prescribing the times at which and the manner in which such fees must be paid;
- (n) respecting
- (i) the amount of security that may be required to be furnished and maintained under section 143, which regulations may empower the Chief, in the case of paragraphs 143(1)(a) or (b), or the Minister, in the case of paragraph 143(1)(c), to fix the amount of the security subject to a maximum specified in, or determined in accordance with, those regulations,
 - (ii) the review of any amount of security fixed by the Chief or the Minister, and
 - (iii) the form and the terms of the security;
- (v) la ou les personnes chargées de la tenue de la consultation publique;
- j) prévoir les modalités, notamment de durée ou de durée maximale, des plans d'exploitation et des permis, y compris les modalités de remise en état des lieux;
- k) régir l'exercice par le directeur du pouvoir d'approbation des plans d'exploitation et de leur modification ou renouvellement et l'exercice par le ministre du pouvoir de délivrance des permis et de modification ou renouvellement de ceux-ci;
- l) régir la procédure et les délais à respecter pour l'approbation des plans d'exploitation et la délivrance des permis, ou leur modification ou renouvellement, la révision des instructions de l'inspecteur visées au paragraphe 150(3) et des décisions du directeur visées au paragraphe 150(4) et la délivrance des attestations d'achèvement de programme prévues aux paragraphes 138(1) et (2) et des attestations de fermeture prévues au paragraphe 141(1);
- m) fixer les droits à payer pour le dépôt d'une demande, y compris la demande de révision prévue aux paragraphes 150(3) et (4), et les modalités temporelles et autres de leur paiement;
- n) régir :
- (i) le montant de la garantie prévue à l'article 143, ainsi que, éventuellement, habilitier le directeur ou le ministre, selon le cas, à en fixer le montant, compte tenu du plafond précisé ou déterminé en conséquence,
 - (ii) la révision du montant de la garantie fixé par le ministre ou le directeur,
 - (iii) les modalités et les conditions de celle-ci;
- o) régir la remise partielle de la garantie dans les cas non prévus au paragraphe 143(6);
- p) régir les déductions, pour l'application du paragraphe 100(4), sur la garantie fournie au ministre par les personnes visées au paragraphe 143(1), à l'exception de la

(o) respecting partial returns of security in situations other than those referred to in subsection 143(6);

(p) respecting

(i) deductions, for the purpose of subsection 100(4), of

(A) security furnished under subsection 143(1) by a person referred to in paragraph 143(1)(b) or (c), and

(B) security furnished by a person referred to in paragraph 143(1)(b) or (c) under any other Act of Parliament that provides for security that is for environmental purposes and is under the control of a Minister, and

(ii) the circumstances under which, the extent to which and the manner in which

(A) returns, pursuant to subsection 143(6) or pursuant to regulations made under paragraph (o), or

(B) applications, pursuant to subsection 143(3),

of security described in subparagraph (i) shall be deemed to be gross receipts for the purpose of ascertaining and fixing the annual profits under subsection 100(4);

(q) respecting

(i) the circumstances in which a contravention of section 136 or subsection 139(1) or 150(6) or a condition of an approved operating plan or a licence, in order to take emergency measures, is not an offence,

(ii) the reporting of such emergency measures to the Chief or an inspector, and

(iii) the duties, in respect of the reclamation of the area affected by those measures, of the person who took those measures;

(r) prescribing the records to be kept by the Minister, the Chief, inspectors and operators, and the form in which, the place in which and the period of time for which such records must be kept;

personne qui a donné l'avis de type II, conformément à ce paragraphe ou sur la garantie fournie par ces personnes — et dont le ministre a le contrôle — conformément à une autre loi fédérale prévoyant le dépôt d'une garantie à des fins environnementales, et prévoir dans quelles circonstances et mesure et selon quelles modalités la remise de ces garanties en vertu du paragraphe 143(6) ou des règlements d'application de l'alinéa o) ou leur utilisation prévue au paragraphe 143(3) sont réputées être des recettes brutes pour l'établissement et la fixation des profits annuels en vertu du paragraphe 100(4);

q) régir :

(i) les circonstances dans lesquelles une contravention à l'article 136, aux paragraphes 139(1) ou 150(6) ou à une condition d'un plan d'exploitation ou d'un permis en vue de prendre des mesures d'urgence ne constitue pas une infraction,

(ii) la façon d'informer le directeur ou un inspecteur de la prise de ces mesures,

(iii) les obligations de la personne qui les a prises en ce qui a trait à la remise en état du périmètre touché;

r) prévoir les livres à tenir par le ministre, le directeur, l'inspecteur et l'exploitant, leur forme, le lieu de leur tenue et leur période de conservation;

s) prévoir les modalités d'exercice des fonctions de l'inspecteur et du directeur et la façon de préparer leurs rapports dans le cadre de celles-ci;

t) régir la teneur des instructions données par l'inspecteur en vertu du paragraphe 150(1), le délai pour s'y conformer et les conséquences sur celui-ci de la demande de révision prévue aux paragraphes 150(3) et (4);

u) régir les conséquences, en ce qui a trait à l'application des paragraphes 143(3) et 150(8), de la modification ou de l'annulation d'instructions en vertu du paragraphe 150(3) ou de la modification ou de la

(s) prescribing the manner in which inspectors and the Chief must carry out their functions, and respecting the making of reports by them in relation to their carrying out of their functions;

(t) respecting the content of directions given by inspectors under subsection 150(1), the time period within which such directions must be complied with, and the effect on that time period of a request for a review of the direction under subsection 150(3) or (4);

(u) respecting the effect of

(i) an alteration or revocation of a direction under subsection 150(3), or

(ii) an alteration or substitution of a decision under subsection 150(4)

on the operation of subsections 143(3) and 150(8);

(v) requiring that public notice be given before the Minister's functions under subsection 150(4) may be exercised by a person described in paragraph 24(2)(d) of the *Interpretation Act*, respecting the circumstances in which such public notice must be given, and respecting the manner of giving that public notice; and

(w) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

substitution d'une décision en vertu du paragraphe 150(4);

v) exiger un avis public préalablement à l'exercice des attributions du ministre visées au paragraphe 150(4) par une personne mentionnée à l'alinéa 24(2)d) de la *Loi d'interprétation* et régir les circonstances dans lesquelles un tel avis est obligatoire, de même que la façon de le donner;

w) d'une façon générale, prendre toute mesure nécessaire à l'application de la présente partie.

Offences and Punishment

Exploration
programs

154. (1) Any person who contravenes subsection 136(1) or (2) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

Exploration
programs

(2) Any person who contravenes subsection 136(3) or (4), or any condition of an approved operating plan, is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty thousand dollars.

Development,
production

(3) Any person who contravenes subsection 139(1), or any condition of a licence, is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding one hundred thousand dollars.

Infractions et peines

154. (1) Quiconque contrevient aux paragraphes 136(1) ou (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars.

(2) Quiconque contrevient aux paragraphes 136(3) ou (4) ou aux conditions d'un plan d'exploitation commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de vingt mille dollars.

(3) Quiconque contrevient au paragraphe 139(1) ou aux conditions d'un permis commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars.

Programmes
d'exploration

Programmes
d'exploration

Développe-
ment ou
production

Complying with inspector's direction	(4) Any person who contravenes subsection 150(6) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.	(4) Quiconque contrevient au paragraphe 150(6) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars.	Instructions de l'inspecteur
Assisting inspectors, etc.	(5) Any person who contravenes subsection 149(4) or section 152 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.	(5) Quiconque contrevient au paragraphe 149(4) ou à l'article 152 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille dollars.	Assistance à l'inspecteur
Contravention of certain regulations	(6) Any (a) person who contravenes a regulation made under paragraph 153(q) relating to the reporting of emergency measures or the reclamation of the area, and (b) operator who contravenes a regulation made under paragraph 153(r) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding two thousand dollars.	(6) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux mille dollars : a) quiconque contrevient à un règlement d'application de l'alinéa 153q) concernant soit la façon d'informer l'inspecteur de la prise de mesures d'urgence, soit la remise en état du périmètre touché par celles-ci; b) l'exploitant qui contrevient à un règlement d'application de l'alinéa 153r).	Infraction à certains règlements
Continuing offences	(7) Where an offence under this section is committed on, or continued for, more than one day, it is deemed to be a separate offence for each day on which it is committed or continued.	(7) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction prévue au présent article.	Infractions continues
Limitation period	155. (1) Proceedings in respect of an offence under section 154 may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister becomes aware of the subject-matter of the proceedings.	155. (1) Les poursuites visant une infraction à l'article 154 se prescrivent par deux ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.	Prescription
Minister's certificate	(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence in any court without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it, and is, unless the contrary is shown, proof of the matters asserted in it.	(2) Le document censé délivré par le ministre et attestant la date où ces éléments sont parvenus à sa connaissance fait foi, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.	Certificat du ministre
Action to enjoin not prejudiced by prosecution	156. (1) Notwithstanding that a prosecution has been instituted in respect of an offence under section 154, the Attorney General of Canada may commence and maintain proceedings to enjoin conduct that constitutes an offence under that section.	156. (1) Même après l'ouverture de poursuites visant l'une quelconque des infractions prévues à l'article 154, le procureur général du Canada peut engager des procédures en vue de faire cesser la cause de l'infraction.	Injonction prise par le procureur général

Civil remedy
not affected

(2) No civil remedy for any act or omission is suspended or affected by reason only that the act or omission is an offence under section 154.

9. Form 7 of Schedule I to the Act is replaced by the following:

FORM 7
(Section 68)

CERTIFICATE OF IMPROVEMENTS

Mineral Claim

This is to certify that, of, in the Mining District, has proved to my satisfaction that he has complied with all the provisions of Part I of the *Yukon Quartz Mining Act*, to entitle him to a certificate of improvements in respect of the mineral claim, situated at, in the Mining District, and in pursuance of Part I of that Act I do now issue this certificate of improvements in respect of the above claim to

Dated, this day of, 19.....

.....
Mining Recorder

This certificate will become void unless the prescribed rental is paid within three months from its date.

(Form may be altered to suit circumstances.)

10. (1) The Act is amended by replacing the word “Act” with the word “Part” in the following provisions:

- (a) the portion of subsection 2(1) before the definition “adjoining claims”;
- (b) the definition “mineral claim”, “claim” or “location” in subsection 2(1);
- (c) subsections 2(2) and (3);
- (d) subsections 14(2) and (3);
- (e) subsections 16(1) to (3);
- (f) section 17;
- (g) subsection 18(2);
- (h) section 20;
- (i) section 27;

(2) Les recours civils restent ouverts dans le cas de tout acte ou omission constituant une infraction à l'article 154.

9. La formule 7 de l'annexe I de la même loi est remplacée par ce qui suit :

FORMULE 7
(article 68)

CERTIFICAT D'AMÉLIORATIONS

Claim minier

Les présentes certifient que, de, dans le district minier de, a établi à ma satisfaction qu'il (ou elle) s'est conformé(e) à toutes les dispositions de la partie I de la *Loi sur l'extraction du quartz dans le Yukon*, pour lui donner droit à un certificat d'améliorations concernant le claim minier, situé à, dans le district minier de, et conformément à la partie I de cette loi, je délivre maintenant le présent certificat d'améliorations relativement au claim ci-dessus, à

Daté ce jour de

.....
Registraire minier

Le présent certificat devient nul à moins que le prix du loyer qui est prescrit ne soit payé dans les trois mois de sa date.

(La formule peut être modifiée selon les circonstances.)

10. (1) Dans les passages suivants de la même loi, « loi » est remplacé par « partie » :

- a) le passage du paragraphe 2(1) précédant la définition de « archives », « registre » ou « enregistrement »;
- b) les définitions de « claim minier », « claim » ou « emplacement » au paragraphe 2(1);
- c) les paragraphes 2(2) et (3);
- d) les paragraphes 14(2) et (3);
- e) les paragraphes 16(1) à (3);
- f) l'article 17;
- g) le paragraphe 18(2);

Recours
civils

- (j) section 33;**
(k) sections 35 and 36;
(l) section 38;
(m) subsection 40(1);
(n) subsection 41(2);
(o) subsections 43(1) and (2);
(p) section 48;
(q) section 50;
(r) subsection 54(3);
(s) paragraphs 56(1)(a) and (b);
(t) subsections 58(1) and (2);
(u) subsection 59(2);
(v) section 60;
(w) subsection 61(1);
(x) section 63;
(y) subsection 67(2);
(z) paragraph 73(1)(a);
(z.1) subsection 74(1);
(z.2) section 75;
(z.3) subsection 77(2);
(z.4) section 82;
(z.5) section 92;
(z.6) section 95;
(z.7) subsection 100(1);
(z.8) paragraph 100(13)(b);
(z.9) subsection 100(22);
(z.10) section 102;
(z.11) section 104;
(z.12) sections 113 and 114;
(z.13) subsections 115(1) and (2);
(z.14) section 118;
(z.15) subsection 120(1);
(z.16) subsections 121(1) to (3); and
(z.17) section 129.
- h) l'article 20;**
i) l'article 27;
j) l'article 33;
k) les articles 35 et 36;
l) l'article 38;
m) le paragraphe 40(1);
n) le paragraphe 41(2);
o) les paragraphes 43(1) et (2);
p) l'article 48;
q) l'article 50;
r) le paragraphe 54(3);
s) les alinéas 56(1)a) et b);
t) les paragraphes 58(1) et (2);
u) le paragraphe 59(2);
v) l'article 60;
w) le paragraphe 61(1);
x) l'article 63;
y) le paragraphe 67(2);
z) l'alinéa 73(1)a);
z.1) le paragraphe 74(1);
z.2) l'article 75;
z.3) le paragraphe 77(2);
z.4) l'article 82;
z.5) l'article 92;
z.6) l'article 95;
z.7) le paragraphe 100(1);
z.8) l'alinéa 100(13)b);
z.9) le paragraphe 100(22);
z.10) l'article 102;
z.11) l'article 104;
z.12) les articles 113 et 114;
z.13) les paragraphes 115(1) et (2);
z.14) l'article 118;
z.15) le paragraphe 120(1);
z.16) l'article 121;
z.17) l'article 129.

(2) Subsection 58(4) of the English version of the Act is amended by replacing the word “Act” with the word “Part”.

(2) Au paragraphe 58(4) de la version anglaise de la même loi, « Act » est remplacé par « Part ».

R.S., c. Y-3;
R.S., c. 27 (1st
Supp.); 1991,
cc. 2, 50;
1994, c. 43

YUKON PLACER MINING ACT

LOI SUR L'EXTRACTION DE L'OR DANS LE YUKON

L.R., ch. Y-3;
L.R., ch. 27
(1^{er} suppl.);
1991, ch. 2,
50; 1994, ch.
43

11. The Yukon Placer Mining Act is amended by adding the following after section 1:

11. La Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon est modifiée par adjonction, après l'article 1, de ce qui suit :

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

1.1 The definitions in this section apply in this Act.

1.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Minister”
« ministre »

“Minister” means the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

« ministre » Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

« ministre »
“Minister”

“Territory”
« Territoire »

“Territory” means the Yukon Territory.

« Territoire » Le territoire du Yukon.

« Territoire »
“Territory”

PART I

PARTIE I

DISPOSITION OF CROWN PLACER
MINING RIGHTS

CESSION DES DROITS DE LA
COURONNE SUR L'EXPLOITATION DES
PLACERS

12. (1) The definitions “Minister” and “Territory” in subsection 2(1) of the Act are repealed.

12. (1) Les définitions de « ministre » et « Territoire », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont abrogées.

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Part I is
subject to
Part II

(5) This Part shall be construed as being subject to Part II and the regulations made thereunder, to the extent that the provisions of Part II and of the regulations made thereunder apply in respect of the lands in question.

(5) La présente partie est assujettie à la partie II et à ses règlements dans la mesure où cette partie et ses règlements s'appliquent aux terres en question.

Assujettisse-
ment de la
partie I à la
partie II

13. Section 41 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

13. L'article 41 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Moratorium
on annual
representation
work

(3) If the mining recorder is satisfied, on written application filed with the mining recorder by an owner of a claim, that the owner will be or has been unable to do the work referred to in section 40 as provided in that section, owing to a restriction or requirement imposed by Part II or by any other Act of Parliament or of the Territory, the mining recorder shall grant such relief with respect to that work as may be necessary under the circumstances, subject to subsection (5).

(3) S'il estime que le propriétaire d'un claim minier ne pourra pas ou n'a pas pu effectuer les travaux visés à l'article 40 selon les modalités qui y sont prévues en raison des restrictions ou obligations prévues à la partie II ou à toute autre loi fédérale ou territoriale, le registraire minier doit, sur demande écrite du propriétaire du claim et sous réserve du paragraphe (5), accorder à l'égard de ces travaux l'aide qui peut être nécessaire dans les circonstances.

Moratoire
relatif aux
travaux
obligatoires

Moratorium
on annual
representation
work

(4) If the Minister is satisfied, on written application filed with the mining recorder by an owner of a claim, that the owner will be or has been unable to do the work referred to in section 40 as provided in that section, owing to any circumstance beyond the owner's control, other than a restriction or requirement referred to in subsection (3), the Minister may grant such relief with respect to that work as may be necessary under the circumstances, subject to subsection (5).

(4) S'il estime que le propriétaire d'un claim minier ne pourra pas ou n'a pas pu effectuer les travaux visés à l'article 40 selon les modalités qui y sont prévues, et ce pour des raisons indépendantes de sa volonté, à l'exception des restrictions ou obligations visées au paragraphe (3), le ministre peut, sur demande écrite du propriétaire du claim au registraire minier et sous réserve du paragraphe (5), accorder à l'égard de ces travaux l'aide qui peut être nécessaire dans les circonstances.

Moratoire
relatif aux
travaux
obligatoires

Limitation

(5) Relief granted under subsection (3) or (4) is subject to any conflicting right acquired by another person under this Part before the application for relief was filed with the mining recorder.

(5) L'octroi de l'aide prévue aux paragraphes (3) et (4) est assujéti à tout droit incompatible acquis par un tiers sous le régime de la présente partie avant la présentation de la demande d'aide au registraire minier.

Réserve

14. Paragraph 47(1)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) has the exclusive right to enter on his claim for the miner-like working thereof and the construction and maintenance of structures, including a residence, that are required for the miner-like working thereof, and

14. L'alinéa 47(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) a le droit exclusif d'aller sur son propre claim pour l'exploiter en mineur et y construire et entretenir des installations — notamment une maison d'habitation — nécessaires à cette fin;

15. Section 69 of the Act is replaced by the following:

69. Sections 53 to 68 cease to have any force or effect within a water management area on the establishment of such area by the Governor in Council pursuant to subparagraph 33(1)(a)(i) of the *Yukon Waters Act*.

15. L'article 69 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

69. Les articles 53 à 68 cessent d'être en vigueur ou d'avoir effet dans une zone de gestion des eaux lors de l'établissement d'une telle zone par le gouverneur en conseil en conformité avec le sous-alinéa 33(1)a)(i) de la *Loi sur les eaux du Yukon*.

Application of
sections 53 to
68

Application
des articles
53 à 68

1994, c. 43,
s. 97

16. Section 80.1 of the Act and the heading before it are repealed.

16. L'article 80.1 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

1994, ch. 43,
art. 97

17. Section 92 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(4.1) For the purposes of subsection (4) and sections 94 to 96, subsections 41(3) to (5) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of the prescribed expenditure referred to in subsection (4).

17. L'article 92 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(4.1) Pour l'application du paragraphe (4) et des articles 94 à 96, les paragraphes 41(3) à (5) s'appliquent, avec les modifications nécessaires, aux dépenses prescrites mentionnées au paragraphe (4).

Moratorium
on required
expenditure

Moratoire
relatif aux
dépenses
obligatoires

18. The Act is amended by adding the following after section 98:

18. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 98, de ce qui suit :

PART II

PARTIE II

LAND USE AND RECLAMATION

UTILISATION ET REMISE EN ÉTAT DES TERRES

Interpretation

Définitions et champ d'application

Definitions

Définitions

99. (1) The definitions in this subsection apply in this Part.

99. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

“Chief”
« directeur »

“Chief” means the Chief of Placer Land Use designated under subsection 111(1).

« activités minières »

« activités minières »
“placer land use operation”

a) L'exploitation du placer;

“Class II Notification”
« avis de type II »

“Class II Notification” means a written notice of a planned Class II placer land use operation, given to the Chief under paragraph 102(2)(a) or 103(1)(a).

b) autre activité ou autre groupe d'activités dont le seul ou principal but est cette exploitation.

« avis de type II »
“Class II Notification”

« avis de type II » Avis écrit donné au directeur en vertu des alinéas 102(2)a) ou 103(1)a) relativement aux activités minières de type II.

“inspector”
« inspecteur »

“inspector” means an inspector designated under subsection 111(1).

« directeur » Le directeur minier désigné en vertu du paragraphe 111(1).

« directeur »
“Chief”

“operating plan”
« plan d'exploitation »

“operating plan” means an operating plan required by subsection 102(3) or (4).

« exploitant » Personne qui exerce des activités minières.

« exploitant »
“operator”

“operator”
« exploitant »

“operator” means a person who engages in a placer land use operation.

« inspecteur » Inspecteur désigné en vertu du paragraphe 111(1).

« inspecteur »
“inspector”

“placer land use operation”
« activités minières »

“placer land use operation” means
(a) mining; and
(b) any other activity or group of activities undertaken for the sole or principal purpose of mining.

« plan d'exploitation » Plan d'exploitation visé aux paragraphes 102(3) ou (4).

« plan d'exploitation »
“operating plan”

Application of Part

(2) This Part, any provision of this Part, the regulations made under section 116, and any provision of those regulations, apply in respect of lands or categories of lands, situated within the Territory, only to the extent that the regulations made under paragraph 116(a) so provide.

(2) La présente partie et les règlements d'application de l'article 116, ou telle des dispositions de cette partie ou de ces règlements, ne s'appliquent aux terres situées dans le Territoire, ou catégories de celles-ci, que dans la mesure prévue par les règlements d'application de l'alinéa 116a).

Application de la présente partie

Categories of lands

(3) Without limiting the generality of paragraph 116(a), regulations made under that paragraph may describe a category of lands by reference to activities taking place, or not taking place, on those lands, either generally or before, at or after a specified time.

(3) Sans que soit limitée la portée générale de l'alinéa 116a), les règlements pris en vertu de cet alinéa peuvent définir une catégorie de terres en fonction des activités qui y sont ou non exercées soit de façon générale, soit à une date ou à un moment donnés.

Catégories de terres

Other Acts,
etc., to be
complied with

(4) For greater certainty, nothing in this Part, the regulations made thereunder or an approved operating plan authorizes a person to contravene any other Act or any regulation or order made thereunder, except as provided in that other Act, regulation or order.

(4) Il demeure entendu que, sauf dans la mesure autorisée par une autre loi ou par les règlements, décrets ou arrêtés pris sous son régime, la présente partie, ses règlements ou un plan d'exploitation n'ont pas pour effet d'autoriser une personne à contrevenir à cette autre loi ou aux règlements, décrets ou arrêtés pris sous son régime.

Obligation de
respecter
d'autres
exigences

Transfer of
functions

(5) The Minister may, by written designation, transfer any function of the Minister or the Chief under this Part to any person or body named in the designation, subject to any terms and conditions specified in the designation, and a person or body so designated may perform that function in accordance with the designation.

(5) La personne ou l'organisme désigné par écrit par le ministre peut exercer les attributions que la présente partie confère au ministre ou au directeur, sous réserve des modalités précisées dans l'acte de transfert.

Transfert
d'attributions

Purpose of Part

Purpose of
Part

100. The purpose of this Part is to ensure the development and viability of a sustainable, competitive and healthy placer mining industry that operates in a manner that upholds the essential socio-economic and environmental values of the Territory.

Objet

100. La présente partie a pour objet d'assurer le développement et la viabilité d'une industrie de l'extraction de l'or durable, concurrentielle et saine dont le fonctionnement respecte les valeurs socioéconomiques et environnementales fondamentales du Territoire.

Objet

Placer Land Use Operations

Classes of
placer land
use operations

101. For the purposes of this Part, there are Class I placer land use operations, Class II placer land use operations, Class III placer land use operations and Class IV placer land use operations, in accordance with the criteria prescribed by the regulations made under paragraph 116(c).

Activités minières

101. Pour l'application de la présente partie, les activités minières sont divisées, conformément aux critères prévus aux règlements d'application de l'alinéa 116c), en types I, II, III ou IV.

Types
d'activités

Class I

102. (1) No person shall engage in a Class I placer land use operation except in accordance with the operating conditions prescribed under paragraph 116(b).

102. (1) Quiconque exerce des activités minières de type I doit se conformer aux conditions d'exploitation prévues aux règlements d'application de l'alinéa 116b).

Type I

Class II

(2) No person shall engage in a Class II placer land use operation except

(2) Quiconque exerce des activités minières de type II doit, à la fois :

Type II

(a) after giving a Class II Notification to the Chief in accordance with the regulations made under paragraph 116(d);

a) donner au préalable un avis de type II au directeur conformément aux règlements d'application de l'alinéa 116d);

(b) subject to section 103 and the regulations made under paragraph 116(e); and

b) se conformer à l'article 103 et aux règlements d'application de l'alinéa 116e);

(c) subject to any contrary provision in the Class II Notification, in accordance with the operating conditions prescribed under paragraph 116(b).

c) se conformer, sous réserve de toute disposition contraire de l'avis de type II, aux conditions d'exploitation fixées en vertu de l'alinéa 116b).

Class III

(3) No person shall engage in a Class III placer land use operation except

(a) in accordance with an operating plan approved by the Chief on written application by that person;

(b) subject to any contrary provision in the operating plan, in accordance with the operating conditions prescribed under paragraph 116(b);

(c) after notifying the public of the planned placer land use operation, if so required by the Chief, in the manner directed by the Chief; and

(d) after a public consultation, if any, required by the Chief and held in accordance with the directions of the Chief.

(3) Quiconque exerce des activités minières de type III doit, à la fois :

a) se conformer au plan d'exploitation approuvé par le directeur sur demande écrite de sa part;

b) se conformer, sous réserve de toute disposition contraire du plan d'exploitation, aux conditions d'exploitation fixées en vertu de l'alinéa 116b);

c) notifier au préalable au public les activités projetées dans le cas où le directeur l'exige, conformément aux instructions de ce dernier;

d) tenir au préalable la consultation publique éventuellement exigée par le directeur, conformément aux instructions de celui-ci.

Type III

Class IV

(4) No person shall engage in a Class IV placer land use operation except

(a) in accordance with an operating plan approved by the Chief, on written application by that person, after paragraphs (c) and (d) have been complied with;

(b) subject to any contrary provision in the operating plan, in accordance with the operating conditions prescribed under paragraph 116(b);

(c) after notifying the public of the planned placer land use operation, in the manner directed by the Chief; and

(d) after a public consultation, if any, required by the Chief and held in accordance with the directions of the Chief.

(4) Quiconque exerce des activités minières de type IV doit, à la fois :

a) se conformer au plan d'exploitation approuvé par le directeur sur demande écrite de sa part, après observation des alinéas c) et d);

b) se conformer, sous réserve de toute disposition contraire du plan d'exploitation, aux conditions d'exploitation fixées en vertu de l'alinéa 116b);

c) notifier au préalable au public, de la façon indiquée par le directeur, les activités projetées;

d) tenir au préalable la consultation publique éventuellement exigée par le directeur, conformément aux instructions de celui-ci.

Type IV

Regulations

(5) For the purposes of paragraphs (3)(c) and (d) and (4)(c) and (d), the Chief shall act in accordance with any regulations made under paragraph 116(h).

(5) Pour l'application des alinéas (3)c) et d) et (4)c) et d), le directeur se conforme aux règlements d'application de l'alinéa 116h).

Règlements

Class II —
Chief's
powers

103. (1) At any time after receiving a person's Class II Notification and before the time at which, by virtue of the regulations made under paragraph 116(e), the person would be entitled to commence to engage in the Class II placer land use operation, the Chief may

(a) if of the opinion that the operation as described in the Class II Notification would not result in the mitigation of any adverse

103. (1) Après réception de l'avis de type II mais avant la date à laquelle la personne qui a donné l'avis aurait le droit, aux termes des règlements d'application de l'alinéa 116e), de commencer les activités minières de type II, le directeur peut :

a) s'il estime que les activités décrites dans l'avis n'atténueraient pas les effets environnementaux négatifs, notifier à la personne le fait que ces activités ne peuvent commen-

Type II —
pouvoirs du
directeur

environmental effect of the operation, notify the person that the operation may not commence until the Chief is satisfied, from an amended Class II Notification, that the operation will result in the mitigation of the adverse environmental effect; and

(b) if of the opinion that there are special public concerns respecting the lands affected by the operation, notify the person that the operation will be treated, for the purposes of this Part, as if it were a Class III or Class IV placer land use operation.

Chief to give reasons

(2) A notification given to a person under subsection (1) must be in the form, and be given in the manner, prescribed by the regulations made under subparagraph 116(f)(i), and must set out the Chief's reasons for giving the notification.

Effect of Chief's notification

(3) A person who has been notified by the Chief under paragraph (1)(a) shall not commence the operation in question until the Chief is satisfied, from an amended Class II Notification, that the operation will result in the mitigation of the adverse environmental effect.

Effect of Chief's notification

(4) Where the Chief notifies a person under paragraph (1)(b), then subsection 102(3) or (4), as the case may be, applies in respect of the operation in question.

Certificate of Completion

104. (1) In the case of a Class II placer land use operation in respect of which security was required, where the Chief is satisfied that the operation has been terminated and that the operator has complied with all provisions of the Class II Notification and of this Part and the regulations made thereunder, the Chief shall, on written application by the operator, issue to the operator a Certificate of Completion to that effect, in the prescribed form.

Certificate of Completion

(2) In the case of a Class III or Class IV placer land use operation, where the Chief is satisfied that the operation has been terminated and that the holder of the approved operating plan has complied with all provisions of the plan and of this Part and the regulations made thereunder, the Chief shall, on written application by the holder, issue to the holder a Certificate of Completion to that effect, in the prescribed form.

cer avant qu'il ne soit convaincu, d'après un avis de type II modifié, que celles-ci atténueront ces effets;

b) s'il estime qu'il existe un intérêt particulier du public à l'égard des terres visées par les activités, notifier à la personne le fait que celles-ci seront considérées, pour l'application de la présente partie, comme des activités minières de types III ou IV.

(2) La notification du directeur est motivée. Elle est établie selon la formule et envoyée selon les modalités prévues par les règlements d'application du sous-alinéa 116f(i).

Motifs

(3) La personne qui reçoit la notification prévue à l'alinéa (1)a) ne peut commencer les activités avant que le directeur ne soit convaincu, d'après un avis de type II modifié, que celles-ci atténueront les effets environnementaux négatifs.

Effet de la notification

(4) Les paragraphes 102(3) ou (4), selon le cas, s'appliquent aux activités lorsque le directeur envoie la notification prévue à l'alinéa (1)b).

Effet de la notification

104. (1) S'il estime que des activités minières de type II pour lesquelles une garantie a été exigée sont terminées et que l'exploitant s'est conformé à toutes les dispositions de l'avis de type II, de la présente partie et de ses règlements, le directeur, sur demande écrite de l'exploitant, lui délivre, en la forme réglementaire, une attestation d'achèvement des activités.

Attestation d'achèvement des activités

(2) S'il estime que les activités minières de types III ou IV sont terminées et que le titulaire du plan d'exploitation s'est conformé à toutes les dispositions de celui-ci, de la présente partie et de ses règlements, le directeur, sur demande écrite du titulaire, lui délivre, en la forme réglementaire, une attestation d'achèvement des activités.

Attestation d'achèvement des activités

Effect of
Certificate of
Completion

(3) A document purporting to be a Certificate of Completion is admissible in evidence in any court without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it, and is, unless the contrary is shown, proof of the matters asserted in it.

(3) Le document présenté comme attestation d'achèvement des activités est admissible en preuve devant tout tribunal, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, l'attestation fait preuve de son contenu.

Effet de
l'attestation

Applications

105. An application for

(a) approval of an operating plan,

(b) assignment of an approved operating plan, or

(c) a Certificate of Completion

must be in accordance with the regulations made under paragraph 116(d) and must be accompanied by any applicable fee that is required by virtue of regulations made under paragraph 116(l).

Demands

105. La demande d'approbation d'un plan d'exploitation, de cession d'un tel plan ou d'attestation d'achèvement des activités est présentée conformément aux règlements d'application de l'alinéa 116d) et accompagnée du montant des droits applicables en vertu des règlements d'application de l'alinéa 116l).

Forme et
teneur des
demandes

Form and
content of
applications

Security

106. (1) Where there is a risk of significant adverse environmental effect from a planned Class II, Class III or Class IV placer land use operation, the person giving the Class II Notification, the applicant for approval of an operating plan, the holder of an approved operating plan, or the prospective assignee of an approved operating plan, as the case may be, may be required by the Chief to furnish and maintain security with the Minister, in an amount specified in, or determined in accordance with, the regulations made under paragraph 116(m) and in a form prescribed by or pursuant to those regulations or a form satisfactory to the Minister.

106. (1) Si des activités minières de types II, III ou IV risquent d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, le directeur peut exiger soit de la personne qui a donné l'avis de type II, soit de l'auteur d'une demande d'approbation d'un plan d'exploitation, soit du titulaire d'un tel plan ou de son éventuel cessionnaire qu'il fournisse une garantie au ministre et la maintienne en permanence au même montant, pour le montant prévu par les règlements d'application de l'alinéa 116m) ou déterminé en conformité avec ceux-ci et en la forme prévue par ces règlements ou que le ministre juge acceptable.

Demande de
garantie

Security may
be required

(2) In assessing, under subsection (1), whether there is a risk of significant adverse environmental effect, the past performance of the person giving the Notification, the applicant, holder or prospective assignee, as the case may be, may be considered.

(2) Il peut être tenu compte, pour déterminer s'il y a risque d'effets environnementaux négatifs importants aux termes du paragraphe (1), des activités antérieures des personnes visées à ce paragraphe.

Activités
antérieures

Past
performance

(3) Security furnished under subsection (1) may be applied by the Minister to reimburse Her Majesty, either fully or partially, for reasonable costs incurred by Her Majesty pursuant to subsection 113(7) or 114(1), subject to subsection (4).

(3) Le ministre peut utiliser la garantie pour rembourser, en tout ou en partie, à Sa Majesté les frais qu'entraîne l'application du paragraphe 113(7) ou, sous réserve du paragraphe (4), du paragraphe 114(1).

Utilisation de
la garantie

How security
may be
applied

Limitation	<p>(4) Subsection (3) applies in respect of costs incurred pursuant to subsection 114(1) only to the extent that the incurring of those costs was based on subparagraph 114(1)(b)(i).</p>	<p>(4) Dans le cas des frais engagés au titre du paragraphe 114(1), le paragraphe (3) ne s'applique qu'à ceux qui découlent de l'application du sous-alinéa 114(1)b(i).</p>	Exception
Limitation	<p>(5) The amount of security that the Minister may apply pursuant to subsection (3) in respect of any particular incident or matter may not exceed in the aggregate the amount of the security referred to in subsection (1).</p>	<p>(5) Le ministre ne peut utiliser, au titre du paragraphe (3) et pour quelque motif que ce soit, un montant qui excède celui de la garantie.</p>	Exception
Return of security	<p>(6) Where</p> <p>(a) a Certificate of Completion has been issued, or</p> <p>(b) an approved operating plan has been assigned,</p> <p>any portion of the security that, in the Minister's opinion, will not be required under subsection (3) shall forthwith be returned to the certificate holder (where paragraph (a) applies) or the assignor (where paragraph (b) applies).</p>	<p>(6) La partie de la garantie qui, selon le ministre, n'est pas nécessaire pour l'application du paragraphe (3) est remise sans délai :</p> <p>a) en cas de délivrance d'une attestation d'achèvement des activités, au titulaire de celle-ci;</p> <p>b) en cas de cession d'un plan d'exploitation, au cédant.</p>	Remise de la garantie
Minor amendments to operation	<p style="text-align: center;"><i>Inspector's Power to Amend Class II Land Use Operations</i></p> <p>107. Where an operator of a Class II placer land use operation requests an inspector, orally or in writing, to amend the terms of the operation in a minor way, and the inspector is satisfied that the requested amendment poses no risk of significant adverse environmental effect, the inspector may issue a variation notice amending the terms of the operation as set out in the Class II Notification.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Modification par l'inspecteur des activités minières de type II</i></p> <p>107. Si la personne qui exerce des activités minières de type II lui demande, oralement ou par écrit, d'apporter une modification mineure aux conditions de ces activités et qu'il estime que celle-ci ne risque pas d'entraîner d'effets environnementaux négatifs importants, l'inspecteur peut, par avis, modifier les conditions mentionnées dans l'avis de type II.</p>	Modification mineure aux opérations
Amendment or renewal of operating plan	<p style="text-align: center;"><i>Amendment and Renewal of Operating Plans</i></p> <p>108. (1) The Chief may, on written application by the holder of an approved operating plan, approve an amendment to, or renewal of, that plan.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Modification et renouvellement des plans d'exploitation</i></p> <p>108. (1) Le directeur peut, sur demande écrite du titulaire, approuver la modification ou le renouvellement d'un plan d'exploitation.</p>	Modification ou renouvellement
Application of certain provisions	<p>(2) Sections 102, 105 and 106 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an amendment to, or renewal of, an approved operating plan pursuant to this section.</p>	<p>(2) Les articles 102, 105 et 106 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la modification ou au renouvellement d'un plan d'exploitation.</p>	Application de certaines dispositions
Minor amendments to plan	<p>109. Where an operator of a Class III or Class IV placer land use operation requests an inspector, orally or in writing, to amend the operating plan in a minor way, and the</p>	<p>109. Si la personne qui exerce des activités minières de types III ou IV lui demande, oralement ou par écrit, d'apporter une modification mineure aux conditions du plan d'ex-</p>	Modification mineure du plan

inspector is satisfied that the requested amendment poses no risk of significant adverse environmental effect, the inspector may issue a variation notice amending the operating plan.

Assignment

Assignment of approved operating plan

110. (1) The Chief shall, on written application by the holder of an approved operating plan, authorize the assignment of that plan if

- (a) the prospective assignee
 - (i) undertakes in writing to comply with the plan, and
 - (ii) furnishes any security that is required from the prospective assignee pursuant to section 106; and
- (b) the Chief is satisfied that the assignment would not be likely to result in a contravention of any condition of the plan or of any provision of this Part or the regulations.

Plan not otherwise assignable

(2) Except as provided in this section, an approved operating plan is not assignable.

Inspection and Enforcement

Inspectors and Chief

111. (1) The Minister may designate as an inspector, or as the Chief of Placer Land Use, for the purposes of this Part, any person that the Minister considers qualified.

Certificate to be produced

(2) The Minister shall furnish every inspector with a certificate of designation as an inspector, and on entering any place an inspector shall, if so requested, produce the certificate to the person in charge thereof.

Powers of inspectors

112. (1) Subject to this section, an inspector may at any reasonable time, for the purpose of ensuring compliance with this Part,

- (a) enter any place in which the inspector believes on reasonable grounds that an activity to which this Part applies is being, or has been, carried out; and
- (b) conduct such inspections as the inspector deems necessary, including examining books, records or documents and making copies thereof or taking extracts therefrom, taking samples of minerals or other substances, conducting tests and taking measurements.

ploitation et qu'il estime que celle-ci ne risque pas d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, l'inspecteur peut, par avis, modifier les conditions du plan.

Cession

110. (1) Le directeur, sur demande écrite du titulaire, autorise la cession du plan d'exploitation si :

- a) d'une part, l'éventuel cessionnaire s'engage par écrit à se conformer au plan et fournit la garantie exigée conformément à l'article 106;
- b) d'autre part, il estime que la cession n'entraînera vraisemblablement pas de contravention à une condition du plan ou à une disposition de la présente partie ou de ses règlements.

Cession du plan d'exploitation

(2) Sauf dans la mesure prévue par le présent article, le plan d'exploitation est inassignable.

Inassignabilité

Inspection et contrôle d'application

111. (1) Le ministre peut désigner toute personne qualifiée à titre d'inspecteur ou au poste de directeur minier pour l'application de la présente partie.

(2) Le ministre remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité, que celui-ci présente, sur demande, au responsable du lieu qu'il visite.

Inspecteurs et directeur

Production du certificat

112. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, dans le but de faire observer la présente partie, l'inspecteur peut, à toute heure convenable :

- a) pénétrer dans tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire qu'une activité assujettie à la présente partie est en cours ou a eu lieu;
- b) procéder à toute inspection qu'il estime nécessaire, notamment examiner et reproduire tout livre ou autre document, prendre des échantillons de minéraux ou d'autres substances, effectuer des essais et prendre des mesures.

Pouvoirs d'inspection de l'inspecteur

Exception	<p>(2) No inspector may enter, without the consent of the occupant, any place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary dwelling place.</p>	<p>(2) Il est interdit à l'inspecteur de pénétrer sans le consentement de l'occupant dans un lieu conçu et utilisé de façon temporaire ou permanente comme local d'habitation.</p>	Local d'habitation
Inspector to announce arrival	<p>(3) Before exercising powers under paragraph (1)(b), an inspector shall make reasonable efforts to ascertain whether anyone responsible for the place entered is present and, if so, the inspector shall announce the inspector's arrival to that person.</p>	<p>(3) L'inspecteur doit, avant d'exercer les pouvoirs prévus à l'alinéa (1)b), s'efforcer de déterminer si un responsable est présent sur les lieux et, le cas échéant, l'informer de son arrivée.</p>	Présence de l'inspecteur
Assistance to inspectors	<p>(4) The person in charge of any place referred to in this section, and every person found therein, shall give an inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out the inspector's duties under this Part, and shall furnish the inspector with such information with respect to the administration of this Part as the inspector may reasonably request.</p>	<p>(4) Le responsable du lieu visité, ainsi que quiconque s'y trouve, est tenu de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui donner les renseignements qu'il peut valablement exiger quant à l'application de la présente partie.</p>	Assistance à l'inspecteur
Directions by inspector	<p>113. (1) Where an inspector believes on reasonable grounds that an operator</p> <p>(a) has contravened, or may be about to contravene, this Part, or</p> <p>(b) has or is engaged in an activity that is resulting in, or may result in, unnecessary danger to persons, property or the environment,</p> <p>the inspector may direct the operator to take such reasonable measures as the inspector may specify, including the cessation of an activity, to prevent the contravention or the unnecessary danger or their continuation or repetition.</p>	<p>113. (1) L'inspecteur peut ordonner la prise des mesures qu'il juge raisonnable d'imposer, notamment la cessation de toute activité, pour empêcher la contravention ou supprimer le danger inutile ou en empêcher la continuation ou la répétition, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un exploitant :</p> <p>a) soit a contrevenu ou est sur le point de contrevenir à la présente partie;</p> <p>b) soit a exercé ou exerce une activité qui présente ou peut présenter un danger inutile pour les personnes, les biens ou l'environnement.</p>	Instructions de l'inspecteur
Where direction may be posted	<p>(2) Where an inspector is unable to give a direction to the operator after making reasonable efforts to do so, the inspector may post the direction in a conspicuous place on the operator's premises, whereupon the direction is deemed to have been given to the operator.</p>	<p>(2) S'il est incapable de donner ses instructions à l'exploitant, en dépit d'effort sérieux en ce sens, l'inspecteur peut les afficher sur les lieux en un endroit bien en vue; l'exploitant est alors réputé les avoir reçus.</p>	Affichage des instructions
Review of inspector's direction by Chief	<p>(3) Where an inspector gives a direction to a person under this section, the Chief</p> <p>(a) if so requested by the person at any time, shall forthwith review the direction and shall, after completion of that review, confirm, alter or revoke the direction; or</p>	<p>(3) Le directeur peut en tout temps, de sa propre initiative, réviser la décision de l'inspecteur et la personne qui a reçu les instructions peut, en tout temps, le lui demander, auquel cas le directeur procède sans délai à la révision; à l'issue de celle-ci, il confirme, modifie ou révoque la décision.</p>	Révision par le directeur

(b) may, at any time, on the Chief's own initiative, review the direction and shall, after completion of any such review, confirm, alter or revoke the direction.

Review of Chief's decision by Minister

(4) Where the person referred to in subsection (3) requests the Minister to review a decision of the Chief made under that subsection, the Minister

(a) shall, if the request is made within ninety days after the person was notified of the Chief's decision, forthwith review the decision;

(b) may, if the request is made after the ninety day period mentioned in paragraph (a), review the decision; and

(c) shall, after completion of a review referred to in paragraph (a) or (b), confirm or alter the decision or substitute a new decision therefor.

Revocation of certain directions

(5) An inspector, on being satisfied that the situation that led to giving a direction to cease an activity no longer exists, shall forthwith revoke that direction.

Direction to be complied with

(6) A person to whom a direction is given under this section shall comply with the direction.

Inspector may take measures

(7) Where a person to whom a direction is given under this section does not comply with the direction, an inspector may, with the consent of the Chief, take the measures set out in the direction and may, for that purpose, enter any place, subject to subsection 112(2).

Recovery of Her Majesty's costs

(8) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty pursuant to subsection (7) that is not recoverable from the security referred to in section 106

(a) because of the non-existence or inadequacy of that security,

(b) because all or a portion of that security has been returned pursuant to subsection 106(6), or

(c) for any other reason

may be recovered from the person to whom the direction under this section was given, as a debt due to Her Majesty.

(4) Le ministre :

a) révisé sans délai la décision prise par le directeur en vertu du paragraphe (3) si la demande lui en est faite par l'intéressé dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date à laquelle celui-ci a été avisé de la décision;

b) peut réviser la décision si la demande lui en est faite après l'expiration du délai prévu à l'alinéa a);

c) après la révision prévue aux alinéas a) ou b), confirme ou modifie la décision ou lui en substitue une nouvelle.

Révision par le ministre

(5) L'inspecteur révoque sans délai sa décision d'ordonner la cessation des activités s'il estime que les circonstances qui y ont donné lieu n'existent plus.

Révocation de certaines décisions

(6) La personne qui reçoit des instructions conformément au présent article doit s'y conformer.

Obligation de se conformer aux instructions

(7) Si la personne ne se conforme pas aux instructions, l'inspecteur peut lui-même, avec le consentement du directeur, prendre les mesures qui y sont visées et pénétrer à cette fin dans tout lieu, sous réserve du paragraphe 112(2).

Mesures prises par l'inspecteur

(8) Les frais engagés par Sa Majesté au titre du paragraphe (7) constituent une créance de celle-ci dont le recouvrement peut être poursuivi contre le destinataire des instructions faute de pouvoir être recouverts sur la garantie visée à l'article 106 pour l'un des motifs suivants :

Recouvrement des frais

a) il n'existe pas de garantie ou elle est insuffisante;

b) la garantie a été remise, en tout ou en partie, aux termes du paragraphe 106(6);

c) tout autre motif.

Termination
or
abandonment

114. (1) Where an inspector believes, on reasonable grounds, that

(a) a person has terminated, temporarily or permanently, or has abandoned a placer land use operation, and

(b) either

(i) the person has contravened a condition of an approved operating plan, or any provision of this Part or the regulations, whether or not the condition or provision relates to termination or abandonment, or

(ii) a danger to persons, property or the environment may result from the placer land use operation or from its termination or abandonment,

the inspector may, after making reasonable efforts to contact the person, take any reasonable measures to prevent, counteract, mitigate or remedy any resulting adverse effect on persons, property or the environment, and for that purpose may enter any place, subject to subsection 112(2).

Recovery of
Her Majesty's
costs

(2) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty pursuant to subsection (1) that is not recoverable from the security referred to in section 106

(a) because of the non-existence or inadequacy of that security,

(b) because all or a portion of that security has been returned pursuant to subsection 106(6), or

(c) for any other reason

may be recovered from the person referred to in subsection (1) as a debt due to Her Majesty, to the extent that the incurring of those costs was based on subparagraph (1)(b)(i).

Obstruction

115. (1) No person shall wilfully obstruct or otherwise interfere with an inspector or the Chief when the inspector or Chief is engaged in carrying out functions under this Part.

False
statements

(2) No person shall knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing, to an inspector or the Chief when the inspector or Chief is engaged in carrying out functions under this Part.

Fermeture ou
abandon

114. (1) L'inspecteur, après avoir déployé des efforts sérieux pour communiquer avec la personne visée, peut prendre les mesures nécessaires pour empêcher, neutraliser, diminuer ou réparer tout effet négatif sur les personnes, les biens ou l'environnement et, à cette fin, sous réserve du paragraphe 112(2), pénétrer dans tout lieu, s'il a des motifs raisonnables de croire :

a) d'une part, que la personne a mis fin, de façon temporaire ou permanente, aux activités minières ou les a abandonnées;

b) d'autre part, que, selon le cas :

(i) la personne a contrevenu à une condition du plan d'exploitation ou à une disposition de la présente partie ou de ses règlements, que la condition ou la disposition ait trait ou non à la fin ou à l'abandon des activités,

(ii) les activités minières antérieures ou la fin ou l'abandon des activités risquent d'entraîner un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.

Recouvrement
des frais

(2) Les frais engagés par Sa Majesté au titre du paragraphe (1) constituent une créance de celle-ci dont le recouvrement peut être poursuivi contre la personne visée au sous-alinéa (1)b(i) faute de pouvoir être recouvrés sur la garantie visée à l'article 106 pour l'un des motifs suivants :

a) il n'existe pas de garantie ou elle est insuffisante;

b) la garantie a été remise, en tout ou en partie, aux termes du paragraphe 106(6);

c) tout autre motif.

Entrave

115. (1) Il est interdit d'entraver volontairement l'action de l'inspecteur ou du directeur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente partie.

Fausse
déclarations

(2) Il est interdit de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à l'inspecteur ou au directeur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente partie.

Regulations

Règlements

Regulations

116. The Governor in Council may make regulations

(a) prescribing lands and categories of lands in respect of which this Part, any provision of this Part, the regulations, or any provision of the regulations, applies;

(b) prescribing operating conditions applicable to Class I, II, III or IV placer land use operations or to any activity or group of activities included in any such operation;

(c) prescribing the criteria that determine whether a placer land use operation is a Class I, II, III or IV placer land use operation;

(d) prescribing the form of the Class II Notification and of applications referred to in section 105, the information to be submitted in connection with a Class II Notification or such application, and the form in which any of that information is to be submitted;

(e) respecting the minimum time interval between giving a Class II Notification and commencing to engage in the Class II placer land use operation;

(f) for the purposes of section 103,

(i) prescribing the form of, and the manner in which the Chief must give, the notification under that section, and

(ii) prescribing the circumstances in which that notification is deemed to have been received by the person in question;

(g) prescribing forms, in addition to any forms prescribed under paragraph (d);

(h) for the purposes of subsection 102(5), and for the purposes of that subsection in its application, pursuant to subsection 108(2), to amendments and renewals, respecting

(i) the circumstances in which notification to the public of a planned placer land use operation is, or is not, required,

(ii) the circumstances in which a public consultation is, or is not, required,

(iii) the manner of notifying the public of a planned placer land use operation or about a public consultation,

Règlements

116. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) déterminer les terres, ou catégories de terres, auxquelles tout ou partie de la présente partie ou de ses règlements s'applique;

b) prévoir les conditions d'exploitation applicables aux activités minières de types I, II, III ou IV ou à toute activité ou tout groupe d'activités en faisant partie;

c) prévoir les critères de classification des activités minières de types I, II, III ou IV;

d) établir les formules des avis de type II et des demandes visées à l'article 105, déterminer les renseignements à fournir à l'appui de ces avis et demandes et fixer la forme de leur présentation;

e) régir le délai minimal d'envoi des avis de type II;

f) pour l'application de l'article 103 :

(i) établir la formule et prévoir les modalités d'envoi de la notification prévue à cet article,

(ii) prévoir les circonstances dans lesquelles le destinataire de la notification est réputé l'avoir reçue;

g) établir les formules à utiliser, en plus de celles visées à l'alinéa d);

h) pour l'application du paragraphe 102(5), notamment en ce qui a trait à son application, conformément au paragraphe 108(2), aux modifications et renouvellements, déterminer :

(i) les circonstances dans lesquelles est exigée la notification au public des activités minières projetées,

(ii) les circonstances dans lesquelles est exigée la tenue d'une consultation publique,

(iii) la façon de notifier au public les activités minières projetées ou la tenue de la consultation publique,

(iv) les modalités de la tenue de la consultation publique,

- (iv) the manner in which a public consultation shall be held, and
- (v) the person or persons who shall conduct a public consultation;
- (i) prescribing conditions, including duration or maximum duration, of operating plans, including conditions requiring reclamation of the site;
- (j) respecting the exercise by the Chief of the power to approve operating plans, amendments thereto and renewals thereof;
- (k) respecting the procedure and the time limits to be observed in respect of the approval of operating plans, amendments thereto and renewals thereof, the review of inspectors' directions under subsection 113(3) and of the Chief's decisions under subsection 113(4), and the issue of Certificates of Completion under subsections 104(1) and (2);
- (l) prescribing fees to be paid for making any application, or for requesting a review mentioned in subsection 113(3) or (4), and prescribing the times at which and the manner in which such fees must be paid;
- (m) respecting
 - (i) the amount of security that may be required to be furnished and maintained under section 106, which regulations may empower the Chief to fix the amount of the security subject to a maximum specified in, or determined in accordance with, those regulations,
 - (ii) the review of any amount of security fixed by the Chief, and
 - (iii) the form and the terms of the security;
- (n) respecting partial returns of security in situations other than those referred to in subsection 106(6);
- (o) respecting
 - (i) the circumstances in which a contravention of section 102, subsection 113(6) or a condition of an approved operating plan, in order to take emergency measures, is not an offence,
 - (v) la ou les personnes chargées de la tenue de la consultation publique;
 - i) prévoir les modalités, notamment de durée ou de durée maximale, des plans d'exploitation, y compris les modalités de remise en état des lieux;
 - j) régir l'exercice par le directeur du pouvoir d'approbation, de modification et de renouvellement des plans d'exploitation;
 - k) régir la procédure et les délais à respecter pour l'approbation des plans d'exploitation, ou leur modification ou renouvellement, la révision des instructions de l'inspecteur visées au paragraphe 113(3) et des décisions du directeur visées au paragraphe 113(4) et la délivrance des attestations d'achèvement des activités prévues aux paragraphes 104(1) et (2);
 - l) fixer les droits à payer pour le dépôt d'une demande, y compris la demande de révision prévue aux paragraphes 113(3) et (4), et les modalités temporelles et autres de leur paiement;
 - m) régir :
 - (i) le montant de la garantie prévue à l'article 106, ainsi que, éventuellement, habiliter le directeur à en fixer le montant, compte tenu du plafond précisé ou déterminé en conséquence,
 - (ii) la révision du montant de la garantie fixé par le directeur,
 - (iii) les modalités et les conditions de celle-ci;
 - n) régir la remise partielle de la garantie dans les cas non prévus au paragraphe 106(6);
 - o) régir :
 - (i) les circonstances dans lesquelles une contravention à l'article 102, au paragraphe 113(6) ou à une condition d'un plan d'exploitation en vue de prendre des mesures d'urgence ne constitue pas une infraction,
 - (ii) la façon d'informer le directeur ou un inspecteur de la prise de ces mesures,

- (ii) the reporting of such emergency measures to the Chief or an inspector, and
- (iii) the duties, in respect of the reclamation of the area affected by those measures, of the person who took those measures;

(p) prescribing the records to be kept by the Minister, the Chief, inspectors and operators, and the form in which, the place in which and the period of time for which such records must be kept;

(q) prescribing the manner in which inspectors and the Chief must carry out their functions, and respecting the making of reports by them in relation to their carrying out of their functions;

(r) respecting the content of directions given by inspectors under subsection 113(1), the time period within which such directions must be complied with, and the effect on that time period of a request for a review of the direction under subsection 113(3) or (4);

(s) respecting the effect of

- (i) an alteration or revocation of a direction under subsection 113(3), or
- (ii) an alteration or substitution of a decision under subsection 113(4)

on the operation of subsections 106(3) and 113(8);

(t) requiring that public notice be given before the Minister's functions under subsection 113(4) may be exercised by a person described in paragraph 24(2)(d) of the *Interpretation Act*, respecting the circumstances in which such public notice must be given, and respecting the manner of giving that public notice; and

(u) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

- (iii) les obligations de la personne qui les a prises en ce qui a trait à la remise en état du périmètre touché;

p) prévoir les livres à tenir par le ministre, le directeur, l'inspecteur et l'exploitant, leur forme, le lieu de leur tenue et leur période de conservation;

q) prévoir les modalités d'exercice des fonctions de l'inspecteur et du directeur et la façon de préparer leurs rapports dans le cadre de celles-ci;

r) régir la teneur des instructions données par l'inspecteur en vertu du paragraphe 113(1), le délai pour s'y conformer et les conséquences sur celui-ci de la demande de révision prévue aux paragraphes 113(3) et (4);

s) régir les conséquences, en ce qui a trait à l'application des paragraphes 106(3) et 113(8), de la modification ou de l'annulation d'instructions en vertu du paragraphe 113(3) ou de la modification ou de la substitution d'une décision en vertu du paragraphe 113(4);

t) exiger un avis public préalablement à l'exercice des attributions du ministre visées au paragraphe 113(4) par une personne mentionnée à l'alinéa 24(2)d) de la *Loi d'interprétation* et régir les circonstances dans lesquelles un tel avis est obligatoire, de même que la façon de le donner;

u) d'une façon générale, prendre toute mesure nécessaire à l'application de la présente partie.

Offences and Punishment

117. (1) Any person who contravenes any of subsections 102(1) to (3), or any condition of an approved operating plan of a Class III placer land use operation, is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

Infractions et peines

117. (1) Quiconque contrevient à l'un des paragraphes 102(1) à (3) ou aux conditions d'un plan d'exploitation applicable à des activités minières de type III commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpa-

Placer land use operations	(2) Any person who contravenes subsection 102(4), or any condition of an approved operating plan of a Class IV placer land use operation, is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding twenty thousand dollars.	bilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars.	(2) Quiconque contrevient au paragraphe 102(4) ou aux conditions d'un plan d'exploitation applicable à des activités minières de type IV commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de vingt mille dollars.	Activités minières
Complying with inspector's direction	(3) Any person who contravenes subsection 113(6) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.	(3) Quiconque contrevient au paragraphe 113(6) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de cinq mille dollars.	(4) Quiconque contrevient au paragraphe 112(4) ou à l'article 115 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de dix mille dollars.	Instructions de l'inspecteur
Assisting inspectors, etc.	(4) Any person who contravenes subsection 112(4) or section 115 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding ten thousand dollars.	(5) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de deux mille dollars :	<p>a) quiconque contrevient à un règlement d'application de l'alinéa 116o) concernant soit la façon d'informer l'inspecteur de la prise de mesures d'urgence, soit la remise en état du périmètre touché par celles-ci;</p> <p>b) l'exploitant qui contrevient à un règlement d'application de l'alinéa 116p).</p>	Assistance à l'inspecteur
Contravention of certain regulations	(5) Any (a) person who contravenes a regulation made under paragraph 116(o) relating to the reporting of emergency measures or the reclamation of the area, and (b) operator who contravenes a regulation made under paragraph 116(p) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding two thousand dollars.	(6) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction prévue au présent article.	118. (1) Les poursuites visant une infraction à l'article 117 se prescrivent par deux ans à compter de la date où le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.	Infraction à certains règlements
Continuing offences	(6) Where an offence under this section is committed on, or continued for, more than one day, it is deemed to be a separate offence for each day on which it is committed or continued.	(2) Le document censé délivré par le ministre et attestant la date où ces éléments sont parvenus à sa connaissance fait foi, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la	Infractions continues	
Limitation period	118. (1) Proceedings in respect of an offence under section 117 may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister becomes aware of the subject-matter of the proceedings.	Prescription		
Minister's certificate	(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence in any court without proof of	Certificat du ministre		

the signature or official character of the person appearing to have signed it, and is, unless the contrary is shown, proof of the matters asserted in it.

signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Action to enjoin not prejudiced by prosecution

119. (1) Notwithstanding that a prosecution has been instituted in respect of an offence under section 117, the Attorney General of Canada may commence and maintain proceedings to enjoin conduct that constitutes an offence under that section.

119. (1) Même après l'ouverture de poursuites visant l'une quelconque des infractions prévues à l'article 117, le procureur général du Canada peut engager des procédures en vue de faire cesser la cause de l'infraction.

Injonction prise par le procureur général

Civil remedy not affected

(2) No civil remedy for any act or omission is suspended or affected by reason only that the act or omission is an offence under section 117.

(2) Les recours civils restent ouverts dans le cas de tout acte ou omission constituant une infraction à l'article 117.

Recours civils

19. Form 3 of Schedule I to the Act is replaced by the following:

19. La formule 3 de l'annexe I de la même loi est remplacée par ce qui suit :

FORM 3 (Sections 26 and 31)

FORMULE 3 (articles 26 et 31)

GRANT FOR PLACER MINING

ACTE DE CONCESSION D'UN CLAIM D'EXPLOITATION DE PLACER

No.

Nº

Department of Indian Affairs and Northern Development Agency,, 19.....

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Agence,

In consideration of the payment of dollars, being the fee prescribed by Schedule II to the Yukon Placer Mining Act, by, of, accompanying his (or their) application No. dated, 19....., for a mining claim in (here insert description of locality).

19..... En considération du paiement de la somme de dollars, qui est le droit prévu à l'annexe II de la Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon, par, de, et qui accompagne sa (ou leur) demande n° en date du 19....., d'un claim minier dans (décrire ici la localité).

The Minister of Indian Affairs and Northern Development hereby grants to the said for a term of years from the date hereof, the exclusive right of entry on the claim (here describe in detail the claim granted) for the miner-like working thereof and the construction and maintenance of structures, including a residence, that are required for the miner-like working thereof, and the exclusive right to all the proceeds realized therefrom, on which, however, the royalty prescribed by the Yukon Placer Mining Act shall be paid.

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien par les présentes concède à, pour la période de ans à compter de la date des présentes, le droit exclusif d'aller sur le claim (décrire ici en détail le claim concédé) pour l'exploiter en mineur et y construire et entretenir des installations — notamment une maison d'habitation — nécessaires à cette fin, avec le droit exclusif à tous les produits en provenant, sur lesquels devra toutefois être payée la redevance prévue par la Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon.

The said shall be entitled to the use of so much of the water naturally flowing through or past his (or their) claim, and not al-

Ledit (ou Lesdits) a (ou ont), dans la mesure nécessaire à l'exploitation convenable de son (ou leur) claim, droit à

ready lawfully appropriated, as shall be necessary for the due working thereof, and to drain his (or their) claim, free of charge.

This grant does not convey to the said any right of ownership in the soil covered by the said claim, and the said grant shall lapse and be forfeited unless section 40 of the *Yukon Placer Mining Act* is strictly complied with.

The rights hereby granted are those laid down in the *Yukon Placer Mining Act* and no more, and subject to all the provisions of that Act, whether they are expressed herein or not.

.....
Mining Recorder

20. The Act is amended by replacing the word “Act” with the word “Part” in the following provisions:

- (a) the portion of subsection 2(1) before the definition “base line”;
- (b) the definitions “mining inspector” and “mining recorder” in subsection 2(1);
- (c) subsections 2(2) to (4);
- (d) section 3;
- (e) section 12;
- (f) subsection 19(1);
- (g) subsections 23(5) and (6);
- (h) section 25;
- (i) subsection 30(1);
- (j) subsection 31(2);
- (k) section 33;
- (l) section 39;
- (m) subsection 40(4);
- (n) subsection 42(3);
- (o) the portion of subsection 47(1) before paragraph (a);
- (p) paragraph 47(1)(d);
- (q) section 48;

l'usage de l'eau dont le cours naturel passe, traverse ou longe ce claim, et qui n'est pas encore légalement prise, et a (ou ont) droit d'assécher gratuitement son (ou leur) claim.

La présente concession ne transmet à aucun droit de propriété dans le sol que couvre ce claim, et cette concession sera nulle et tombera en déchéance à moins que les prescriptions de l'article 40 de la *Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon* ne soient strictement observées.

Les droits concédés par les présentes sont ceux qui sont établis dans la *Loi sur l'extraction de l'or dans le Yukon* et rien de plus, et ils sont subordonnés à toutes les dispositions de cette loi, qu'elles soient ou non énoncées dans les présentes.

.....
Le registraire minier

20. Dans les passages suivants de la même loi, « loi » est remplacé par « partie » :

- a) le passage du paragraphe 2(1) précédant la définition de « borne légale »;
- b) les définitions de « inspecteur des exploitations minières » et « registraire minier » au paragraphe 2(1);
- c) les paragraphes 2(2) à (4);
- d) l'article 3;
- e) l'article 12;
- f) le paragraphe 19(1);
- g) les paragraphes 23(5) et (6);
- h) l'article 25;
- i) le paragraphe 30(1);
- j) le paragraphe 31(2);
- k) l'article 33;
- l) l'article 39;
- m) le paragraphe 40(4);
- n) le paragraphe 42(3);
- o) le passage du paragraphe 47(1) précédant l'alinéa a);
- p) l'alinéa 47(1)d);
- q) l'article 48;
- r) l'article 50;

- | | |
|---|--|
| <p>(r) section 50;
 (s) subsection 54(1);
 (t) section 57;
 (u) section 75;
 (v) subsection 76(1);
 (w) subsection 76(6);
 (x) subsection 77(1);
 (y) subsection 77(2) (first occurrence only);
 (z) section 81;
 (z.1) subsection 82(1);
 (z.2) subsection 82(5);
 (z.3) subsection 84(1);
 (z.4) subsection 86(6);
 (z.5) sections 87 and 88;
 (z.6) paragraphs 89(1)(a) and (b);
 (z.7) section 90;
 (z.8) subsection 91(1);
 (z.9) subsections 92(1) and (2);
 (z.10) subsection 92(4);
 (z.11) paragraph 93(1)(a);
 (z.12) section 95; and
 (z.13) subsection 96(2).</p> | <p>s) le paragraphe 54(1);
 t) l'article 57;
 u) l'article 75;
 v) le paragraphe 76(1);
 w) le paragraphe 76(6);
 x) le paragraphe 77(1);
 y) le paragraphe 77(2) (le premier « loi » seulement);
 z) l'article 81;
 z.1) le paragraphe 82(1);
 z.2) le paragraphe 82(5);
 z.3) le paragraphe 84(1);
 z.4) le paragraphe 86(6);
 z.5) les articles 87 et 88;
 z.6) les alinéas 89(1)a) et b);
 z.7) l'article 90;
 z.8) le paragraphe 91(1);
 z.9) les paragraphes 92(1) et (2);
 z.10) le paragraphe 92(4);
 z.11) l'alinéa 93(1)a);
 z.12) l'article 95;
 z.13) le paragraphe 96(2).</p> |
|---|--|

COMING INTO FORCE

Coming into force

21. This Act or any provision of this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

21. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

8801320

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:

Groupe Communication Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9